

informations ouvrières

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

N° 596

Semaine

du 31 janvier

au 7 février 1973

PRIX : 1,50 F

BON SENS

Si la Constitution de la V^e République est antidémocratique, il faut l'abroger. Du simple point de vue de la démocratie, l'abrogation de la Constitution autoritaire est sans conteste la condition première pour avancer sur la voie de la démocratie. Le simple bon sens devrait conduire à cette conclusion. Il semble que cela ne soit pas si simple. Exposons les données du problème.

Du côté de la majorité défunte d'abord, on aborde les élections après avoir essayé un dur échec au référendum, éclaboussé par les scandales. Craignant la défaite et l'écrasement, la majorité désespère alors de tout, du monde, de Dieu et d'elle-même.

A gauche, chez les dirigeants du PCF et du PS, on affirme d'abord vouloir en finir avec le régime Pompidou et la Constitution. Après, vient la « doctrine » qui vide de son contenu l'affirmation première. L'Union de la gauche exige de la majorité qu'elle respecte la Constitution, ce que Pompidou accorde volontiers. Dès lors Mitterrand et Marchais se portent à leur tour garants du respect de la Constitution dénoncée et vilipendée il n'y a pas si longtemps.

Ce qui peut apparaître comme le plus étrange dans la situation réside en ceci : avant même que les élections aient tranché entre les diverses forces et groupements politiques en présence, l'Union de la gauche prodigue toutes les concessions. Les dirigeants du PCF et du PS affirment devoir mettre en veilleuse leurs principes socialistes et démocratiques, font aux amis du régime les concessions les plus réelles, afin de les amener à s'intégrer à leurs projets conçus pour s'ouvrir, avouent-ils, loin vers la majorité.

L'Union de la gauche entend à tout prix construire une position médiane entre son programme commun et le régime politique de Pompidou, limitant prudemment le mouvement des masses, refoulant les revendications et les aspirations des travailleurs. Telle est la politique des dirigeants du PCF et du PS qui se veut à la fois modérée et circonspecte, en vue d'amener la bourgeoisie à estimer conciliable avec ses intérêts bien compris, un reclassement des forces politiques.

C'est ainsi que se construit dans les états-majors dans ses grandes lignes, une situation politique intégrant tous les partis pour la défense du système capitaliste.

Mais les travailleurs ne veulent rien savoir de la Constitution autoritaire et des institutions de la V^e République mises en place pour sauvegarder les intérêts du capital. Les travailleurs comprennent que pour résoudre les problèmes sociaux de notre temps, il faut abroger la Constitution. Mitterrand-Marchais répondent aux travailleurs que le respect de la Constitution est une question vitale pour l'Union de la gauche. Les travailleurs sont contre la Constitution. La vie de l'Union de la gauche est liée à la Constitution, expliquent Mitterrand-Marchais.

Ce jeu se poursuivra-t-il longtemps ? Certainement jusqu'aux élections. Mais après ? Les travailleurs risquent de trouver la mesure comble.

L'Union de la gauche tente de raccorder les aspirations des masses à l'ancien et révolu état de choses qui se perpétue. Véritable tour de passe-passe qui ne saurait résoudre ni les élections des 4 et 11 mars, ni les mouvements de classe qui se préparent pour les transformer en de simples incidents de parcours, ne changeant rien à l'essentiel : la domination du Capital.

Quels que soient les efforts et la bonne volonté réciproquement manifestés par les dirigeants de l'Union de la gauche et de la majorité défunte, passer de l'ancien régime de Gaulle-Pompidou à un nouveau régime « démocratique » ne pourra s'opérer par la voie paisible de la réforme. Cela n'a jamais réussi dans le passé. Cela ne peut réussir.



ACCORD SIGNE A PARIS 300.000 EN DANGER DE MORT A SAIGON



SOMMAIRE

- Page 2 :
L'A.J.S. au combat.
- Page 3 :
Les travailleurs exigent un gouvernement sans représentants des partis bourgeois.
- Pages 4 et 5 :
Où vont les dirigeants de la Ligue Communiste ?
Syndicats et Programme commun.
- Page 6 :
Vietnam : Victoire ? Défaite ? Compromis ? Quelle paix ?
- Page 7 :
La lutte contre la répression en Europe de l'Est : une déclaration de Pierre Dais.
Hassan II dissout l'UNEM.
- Page 8 :
Interview de trois dirigeants du Parti socialiste d'Eure-et-Loir.

30 millions



REÇU PAR GERARD ILLIS

« Cher camarade,
« Mercredi 24 janvier s'est tenue la réunion du Comité d'Alliance ouvrière de Clichy-Champignonnet (RATF). Les camarades présents se sont engagés à souscrire pour financer l'intervention de l'OCI et de l'AJS dans la campagne électorale la somme de 1.500,00 F. Ils ont versé 690,00 F à la réunion, somme que je te verse immédiatement. Je te transférerai prochainement la différence. Nous pensons pouvoir faire plus. »

Dans le semaine du 26 au 27 janvier 1973, 38.763,00 F ont été collectés. La souscription a pris son départ dans les entreprises et les milieux de jeunes. Il faut faire plus. La commission électorale centrale de l'OCI signale que dans les jours qui viennent les dépenses vont être très lourdes.

ENTREES

	F
Sommes collectées au 20-1-1973	108.060,00
Collectes du 26 au 27-1-1973 :	
R.P.	17.933,00
AJS	6.552,00
Province	14.276,00
Total au 27-1-1973	146.823,00

SORTIES

	F
Au 20-1-1973	74.439,00
24-1-1973	
Avances candidatures :	
R.P.	2.000,00
Documentation	7.900,00
Matériel sono	1.500,00
Exp. province	1.342,00
Salle Mutualité (meeting du 19-1)	2.000,00
Total au 27-1-1973	92.403,00
En caisse au compte Illis :	
146.823,00 — 92.403,00, soit 54.420,00 F.	

UWB
Biblioteca de Comunicacão
Hemeroteca General
CEDOC 92.403,00

Lettre de Jean-Pierre Speller aux signataires de l'appel « Justice pour Speller »

Monsieur, Madame, Citoyen, Camarade.

Le 26 avril 1969, vers une heure du matin, sortant du travail avec mes camarades de l'imprimerie Moriamé, nous vîmes un groupe de collègues d'affiches de l'UDR armés de matraques, de barres de fer, tenant en laisse un chien policier. J'entraîs avec mes camarades consommer au café « Le Royal Bleu ». Quelques instants s'écoulerent, et brusquement, le groupe de collègues d'affiches entra dans le café, tenant en laisse le chien policier.

« Je vais te faire bouffer par mon chien », s'écria l'un des individus en me désignant. Brusquement, je fus entouré et agressé, roué de coups et précipité par terre : c'est alors que je reçus un coup terrible à l'œil gauche — l'enquête devait établir que l'instrument utilisé était une matraque télescopique [...].

Présents sur les lieux, quatre témoins ont formellement reconnu mes agresseurs : Jusom, Van Eck, Claude Kaspereit, Alain Kaspereit.

Un témoin, formel sur ce point, déclare avoir reconnu Claude Kaspereit comme étant celui qui m'a porté le coup de matraque télescopique qui m'a fait perdre définitivement l'usage de mon œil gauche.

Selon le rapport de police, quelques instants après l'agression, M. Gabriel-Adolphe Kaspereit, conseiller municipal, ancien député, alors secrétaire d'Etat au gouvernement Chaban-Delmas, se rendait sur les lieux.

J'ai porté plainte et exigé justice [...].

Fort du soutien des organisations ouvrières et démocratiques, de votre soutien, j'ai écrit le 6 octobre 1969 et le 21 avril 1970 au Garde des Sceaux, M. Pleven, m'inquiétant des lenteurs de la justice.

Au mois de novembre 1970, j'apprenais que l'affaire était classée, le non-lieu prononcé.

Je me suis immédiatement pourvu en cassation [...].

Travailleurs, militants ouvriers, jeunes, démocrates, intellectuels, se sont mobilisés pour me soutenir. Protégés par le gouvernement, Gabriel-Adolphe Kaspereit et ses fils ainsi que les autres nervis, n'ont jamais été inquiétés.

Mais nous n'avons pas désarmé : nous avons poursuivi notre combat pour que justice me soit rendue, pour que la vérité éclate, pour que mes agresseurs soient châtiés. Nous avons multiplié les prises de position, les dénonciations et les accusations par voie de tracts et d'affiches. Il fallait rompre le mur du silence. C'est fait.

Charles Berg, Secrétaire national de mon organisation, l'AJS, est traduit en justice par Gabriel-Adolphe Kaspereit et ses fils, pour avoir dénoncé le secrétaire d'Etat et ses fils comme responsables de mon agression. Cette fois, la vérité va éclater.

Le 10 février, s'ouvrira devant la XVII^e Chambre Correctionnelle de Paris le procès Kaspereit. Protégé, l'ex-secrétaire d'Etat réclame contre mon camarade, Charles Berg, des mois de prison et surtout des dizaines de millions de francs d'amende, outre l'insertion du jugement dans cinq quotidiens. Ce que cherche Gabriel-Adolphe Kaspereit, c'est à nous faire taire [...].

N'osant m'inculper, Gabriel Kaspereit traduit Charles Berg en justice.

Monsieur, Madame, Citoyen, Camarade,

C'est à vous que je m'adresse aujourd'hui. Non pas pour vous demander de soutenir la politique de l'OCI et de l'AJS, mais pour faire éclater la vérité, pour que justice soit rendue à Speller, pour défendre les libertés démocratiques. Il s'agit de libertés démocratiques, de la justice, de la liberté. Il s'agit de défendre les libertés !

Prenez position pour défendre Charles Berg, pour exiger que Kaspereit soit châtié, que s'ouvre enfin le procès Speller. Faites parvenir pour le 10 février des télégrammes de protestation au président de la XVII^e Chambre Correctionnelle, au Palais de Justice, à Paris.

Avec nous, mobilisez l'opinion publique !

Vous vous êtes mobilisés pour me soutenir et exiger que mes agresseurs soient châtiés. Une fois encore, je m'adresse à vous, pour lever les millions de francs nécessaires à faire éclater la vérité, pour résister aux amendes que Gabriel Kaspereit veut nous faire payer. Il s'agit du soutien sur le terrain financier, pour combattre contre les forces d'argent qui protègent et soutiennent mes agresseurs.

Jean-Pierre SPELLER.

Campagne à Clichy



Dimanche matin, sur le marché de Clichy, 70 travailleurs et jeunes ont signé pour soutenir Stéphane JUST, candidat de l'OCI et de l'AJS.

Ils ont versé 190 F pour éditer une affiche avec leurs signatures.

Mais les jeunes ne signent pas n'importe quoi. Ils disent :

« Il y a beaucoup d'organisations, beaucoup de candidats, dans ces élections : comment choisir ? Qui choisir ?

« Et d'abord : ça sert à quoi de signer une pétition ? Ça sert à quoi de faire une affiche. Qui cela peut-il convaincre ?

« Nous, on ne veut pas faire de politique ; ce sont les autres qui en font, pas nous. Alors, pourquoi signer pour votre candidat ? »

Mais Kaspereit, dans le 9^e, organise des bandes de nervis contre les jeunes, contre les militants ouvriers. Sa victime, Speller, perd l'usage d'un œil, il n'obtient pas justice.

Kaspereit est-il un cas isolé ? Kaspereit est membre de l'UDR, Kaspereit est un représentant de ce gouvernement.

Peut-on accepter cela ? Peut-on accepter tous les Kaspereit de la bourgeoisie ?

Non, il faut en finir avec ce gouvernement, et nous le pouvons aujourd'hui. Mais nous ne pouvons être convaincus seuls, chacun dans son coin. La bourgeoisie est rassemblée, rassemblons-nous.

Un panneau réalisé par les militants de l'AJS explique : « Soutenir les travailleurs et paysans vietnamiens, c'est agir pour que Thieu s'en aille, pour la libération de tous les prisonniers qui pourrissent dans les geôles de Thieu. »

A Clichy, aujourd'hui, 150 travailleurs et jeunes ont pris position contre Kaspereit, pour soutenir Charles Berg, et Jeune Révolutionnaire au procès du 10 février.

Argenteuil :

« Nous voterons pour le socialisme »

« POUR VIVRE, NOUS VOTERONS POUR LE SOCIALISME ! »

René, élève de CET : « Nous sommes 500 élèves dans mon CET, 500 jeunes qui ne sont pas organisés, 500 jeunes confrontés comme moi à la même existence du CET. Comment faire pour que ces 500 jeunes combattent comme moi, avec moi, pour le socialisme ? »

Robert, jeune travailleur de Kléber-Colombes : « Qu'est-ce que ça signifie s'organiser ? Militier, y consacrer tout son temps ? Je ne suis pas prêt à le faire. Alors comment faire pour combattre quand même ? »

Dimanche 28 janvier, dans une salle d'Argenteuil, 70 jeunes rassemblés, 70 jeunes comme René et Robert, venus là pour discuter, parce qu'ils en ont à dire sur leur vie au lycée, sur leur travail au CET, sur le FJT, sur l'usine.

Annie, sténo-dactylo, Jean-Pierre, instituteur suppléant, Dominique, lycéen, Roland, chômeur, Jean-Louis, comptable, Jean-Marc, menuisier, Alain, vendeur, Claude, normalien,

— n'acceptent pas de se taire,

— n'acceptent pas de respecter l'ordre établi,

— l'ordre établi des patrons de Kléber-Colombes, Dassault, DBA, Sagem, Idéal Standard, Michelin, Bon Marché, qui profitent de notre travail,

— l'ordre établi du lycée avec la loi Debré qui supprime les sursis,

— l'ordre établi des CET sans avenir,

— l'ordre établi des FJT,

— se sont organisés pour abattre cette société, parce qu'on ne peut pas la réformer.

« Nous nous sommes organisés pour changer la vie, pour le socialisme. Mais pourquoi le socialisme ? »

Le socialisme :

— parce qu'il abolira la propriété privée,

— parce qu'il mettra au centre la satisfaction des besoins des hommes,

— parce qu'il ne connaîtra ni CRS, ni répression, ni prisons.

« La lutte pour le socialisme, qui nous rassemble, c'est, pour nous, la SEULE CAUSE, LE SEUL COMBAT qui mérite d'être mené. »

« Nous ne sommes pas des héros, nous nous mobilisons, nous nous organisons, parce que c'est la dernière liberté qui nous reste, qu'on nous conteste : celle de changer la vie en abattant le capitalisme. »

« Nous avons décidé de soutenir les candidats du socialisme à Argenteuil : Charles BERG, Liliane LOMBARD, candidats de l'OCI et de l'AJS. »

« A toi, jeune comme nous, nous disons : rejoins notre combat, rejoins les combattants de la révolution socialiste. »

A Argenteuil, ce dimanche-là, 70 jeunes ont pris l'engagement de combattre, ont pris l'engagement de convaincre les autres jeunes, ont versé 1 500 F pour mener à bien ce combat.

« Les lycées sont calmes »

Un récent sondage paru dans l'Express, fait savoir que la majorité des lycéens croient en Dieu, que c'est un milieu « tranquille », à condition qu'on les laisse tranquilles, et pour les lycéens, les pays où la démocratie n'est pas respectée sont l'URSS et la Tchécoslovaquie.

Les lycéens, des enfants sages ? Les lycéens, des révoltés ?

Un lycéen de Villon : « L'ensemble des lycéens sont tranquilles, calmes. Mais quand on les zorde, ils posent tout un tas de problèmes : révolution sexuelle, les cours de philo, l'union populaire, etc. »

Lycée Buffon, à Paris, une classe.

Un militant de l'UCL fait circuler une feuille : « Nous partons à l'armée à la fin de l'année. Pourquoi nous empêcher de continuer nos études ? Quand nous reviendrons, pas de travail, pas de possibilité de reprendre nos études (si nous restons le bac, et si nous avons 20 ans, nous ne pourrions plus jamais le repasser). Est-ce que cela peut durer ? Il faut faire quelque chose ensemble pour toucher les autres classes. »

À la fin du cours, un lycéen explique : « Je suis d'accord que c'est dégueulasse, mais qu'est-ce que tu veux qu'on fasse ? »

Comment les lycéens peuvent-ils combattre pour ne pas partir à l'armée tout de suite ?

Après le repas de midi, six lycéens de la classe se retrouvent, font des affiches, rédigent un appel où l'on peut lire :

« La loi Debré, c'est :

— partir à l'armée entre 18 et 21 ans ;

— nous décourager des études ; sursis supprimé. Il nous faudra renoncer au bac si nous ne l'avons pas à 20 ans ; deux tiers des étudiants qui n'ont pas fini leur premier cycle à 21 ans doivent partir à l'armée ;

— la loi Debré, c'est l'embrigadement de la jeunesse. DEBRE l'a déclaré : « L'armée leur inculquera le sens des valeurs civiques. »

« Nous, 14 lycéens de la classe T.8, appelons nos camarades à participer au grand rassemblement avec les étudiants à l'initiative de l'UNEF. »

Un lycéen de Balzac : « C'est parce que c'est ce gouvernement-là qu'il y a eu l'affaire Mercier à Belfort. »

Une lycéenne : « Moi, dans mon lycée, j'ai fait passer la pétition soutenant Nicole Mercier, le professeur de philo de

Belfort, pour qu'elle ne soit pas condamnée, pour avoir commenté dans sa classe le tract de Carpentier. Mes professeurs étaient d'accord, l'ont signée. »

Joëlle, lycéenne à Paris : « La seule chose que le gouvernement a accordée, c'est qu'il y ait dorénavant des cours d'éducation sexuelle en Sciences Naturelles, ce n'est pas suffisant. »

Jean : « Si la répression du gouvernement contre les enseignants est à combattre, je pense que nous n'avons pas besoin des conseils du docteur Carpentier. Le docteur Carpentier nous donne-t-il la possibilité de nous libérer sur le plan sexuel ? Certes, il existe encore pas mal de tabous parmi les lycéens, mais moins que ce que ces

VIENT DE PARAITRE

AJS

CEST LA LUTTE POUR LA REVOLUTION

GREVES, MANIFESTATIONS, ELECTIONS

messieurs et dames qui se penchent sur nous, en parlant de révolution sexuelle, affectent de le croire. Je ne sais pas si j'ai raison, mais pour moi la « solution » du problème sexuel consiste d'abord à le résoudre. Je vois la preuve que je n'ai pas tout à fait tort dans le fait suivant. Dans mon lycée, le proviseur, l'année passée, s'est opposé à ce que quelqu'un vienne faire une conférence sur la révolution sexuelle. Nous nous sommes mobilisés contre la décision du proviseur. Il a reculé : la conférence a eu lieu. Peu nombreux ont été les lycéens et lycéennes à venir entendre la conférence. »

abonnez-vous

• INFORMATIONS OUVRIERES •

Correspondance

Rédaction - Administration

88 bis, avenue Parmentier

PARIS 11^e

C.C.P. 21 831-73 Paris

ABONNEMENTS

1 an (48 n°) 50 F

Etranger (1 an) 60 F

6 mois 25 F

Billet de Comunication Remordecá General CEDOC

Versaments au C.C.P. I. O. 21.831-73 - Paris

LES TRAVAILLEURS EXIGENT UN GOUVERNEMENT SANS REPRÉSENTANT DES PARTIS BOURGEOIS

Les travailleurs, les jeunes s'adressent aux dirigeants du PS et du PCF :

CLASSE CONTRE CLASSE

Pas une voix aux candidats des partis bourgeois de l'UDR aux radicaux de gauche

COMBATTEZ pour un gouvernement PS-PCF sans représentant des partis bourgeois

DANS LES PTT

Un appel des travailleurs affirme :

Nous avons tous la certitude que les élections législatives des 4 et 11 mars 1973 doivent avoir une importance capitale ; nous avons tous conscience que c'est le problème du gouvernement qui se trouve posé. Il n'est plus possible que subsiste un gouvernement, expression et instrument du capital, des exploitateurs, nous avons tous conscience qu'il faut un gouvernement en mesure de satisfaire les revendications, toutes les revendications de la classe ouvrière, de toute la population laborieuse.

Aucun gouvernement auquel participeraient les tenants du capital ne sera en mesure de satisfaire les revendications ; aucun gouvernement qui accepterait en son sein un seul ministre représentant de la bourgeoisie ne pourra donner satisfaction. Seul un gouvernement des organisations ouvrières peut donner satisfaction à la classe ouvrière.

Nous, travailleurs des PTT, parce que nous connaissons les problèmes qui se posent dans notre corporation, nous sommes convaincus que c'est pour cette perspective qu'il faut combattre.

Pour 340 000 postiers, la garantie de l'emploi n'est plus assurée, les droits à l'avancement, à la mutation ne sont plus respectés ; le déroulement des carrières, l'avenir de tous, quel que soit le grade, quelles que soient les conditions de travail, sont remis en cause.

Pour toute la population, le téléphone est en crise, le fonctionne-

ment de la poste, de la distribution du courrier, des chèques postaux se détériore.

Des secteurs des PTT sont « liquidés » ou condamnés à terme ; les suppressions d'emplois sont prévues par milliers.

Le service public que représentent les PTT est aujourd'hui battu en brèche. Il existe des solutions pour régler les problèmes dans l'intérêt des 340 000 postiers et de tous les usagers.

Vous, Parti communiste et Parti socialiste, vous pouvez combattre pour que s'installe un gouvernement d'où seront exclus les représentants des trusts et des banques, un gouvernement en mesure d'imposer ses solutions. Pour cela, il faut choisir le Front unique des organisations ouvrières.

Ainsi sera ouverte la voie qui permettra la satisfaction de toutes les revendications, de tous les postiers, de tous grades, de toutes branches.

C'est la méthode qui permettrait de garantir notre avenir, de garantir le déroulement et l'amélioration des carrières, le maintien et le développement des droits à l'avancement, à la mutation, dans la région ou la ville choisies.

C'est la méthode qui garantirait la qualification des techniciens, des postiers ou des employés des chèques.

C'est le combat classe contre classe qui seul peut amener et la satisfaction des revendications et la sauvegarde du service public.

Déjà 194 postiers ont signé. La signature continue.

A LA SECURITE SOCIALE

« Aux dirigeants des partis ouvriers »

L'enjeu des élections, c'est la défaite du gouvernement Pompidou-Messmer, la défaite des candidats de tous les partis bourgeois.

Les choses en effet ne peuvent durer. Ce régime ne doit plus durer.

C'est pourquoi, nous, employés de la Sécurité sociale soussignés, militants de toutes tendances syndicales et politiques et inorganisés, et parmi nous des militants du PCF, du PS et de l'OCI, nous adressons à vous.

Ils veulent démanteler le régime de Sécurité sociale. Leurs plans, mis au point depuis des années, notamment par le CNPF, visent à PRIVATISER le système de l'assurance-maladie pour réintégrer dans le cycle du profit les 98 milliards du budget de la Sécurité sociale et fournir ainsi les bases à la ruée des spéculateurs.

Ces plans impliquent dès maintenant, dans la ligne des mesures déjà prises : Ordonnances de 1967, de rentabiliser la Sécurité sociale et de mettre au pas les employés.

Pour nous, travailleurs de la Sécurité sociale, une chose est claire : nos revendications sont incompatibles avec les

intérêts des patrons qui sont présents dans les conseils d'administration pour y perpétrer leurs mauvais coups.

Nous ne pouvons espérer voir la satisfaction durable de nos revendications, de nos aspirations tant que ne seront pas chassés les patrons des conseils d'administration de la Sécurité sociale.

Seul un gouvernement sans représentant du capital, un gouvernement formé par le PCF et le PS, à l'exclusion des tenants du capital qui se sont récemment désignés comme « radicaux de gauche », pourrait prendre les mesures nécessaires :

— gestion ouvrière de la Sécurité sociale : la Sécurité sociale doit être gérée exclusivement par les représentants élus des travailleurs, pour les travailleurs, SANS TUTELLE MINISTERIELLE dont on sait qu'elle marche toujours contre les travailleurs.

— expropriation des trusts pharmaceutiques des cliniques et hôpitaux privés qui, depuis des années, réalisent de fabuleux bénéfices sur le dos de la Sécurité sociale et par là même sur le dos des travailleurs.

— expropriation des banques et du capital bancaire.

LES ENSEIGNANTS

Nous aspirons, avec nos collègues, à la réalisation des solutions propres à assurer l'instruction de tous les enfants, d'avoir la possibilité pour tous d'acquérir les connaissances et l'héritage culturel, scientifique et technique légué par tout le passé de la civilisation humaine, de réaliser durablement et sérieusement les conditions de vie et de travail des enseignants et des familles ouvrières le permettant.

Ces solutions existent. Vous les connaissez. Elles furent notamment réaffirmées le 9 décembre à Paris par plus de 100 000 enseignants et parents d'élèves :

— nationalisation laïque de l'enseignement ;
— abrogation des lois anti-laïques,
— le patronat et l'Eglise hors de l'école.

Tant que les tenants du capitalisme siègeront au gouvernement, nous serons confrontés aux tentatives de faire pénétrer dans l'Education nationale les patrons et les prêtres. Reprenant l'exemple du régime de Pétain sous Vichy, la bourgeoisie entend confier la jeunesse à l'école confessionnelle où règnent l'arbitraire, l'obscurantisme. « la nuit faite dans les esprits dans l'ombre des soutanes », comme le déclarait V. Hugo contre la loi Falloux.

L'alliance de la hiérarchie catholique et du capital est de longue date. L'un met l'école au service de l'autre pour l'évangélisation de la jeunesse. Pour nous, la religion est affaire privée. L'introduction dans l'école, c'est en faire religion d'Etat, un retour au temps des rois et des féodaux, à la superstition et au miracle pour obscurcir la conscience de la jeunesse et au nom « de la réconciliation entre les hommes » lui faire accepter le sort que lui réserve la société capitaliste.

Déjà 498 enseignants de la région parisienne ont signé. La signature continue.

LES ETUDIANTS D'ORSAY

Nous constatons que depuis 1968 l'application de la loi Edgar Faure d'orientation et les mesures qui l'ont suivie :

— c'est la mise en place de Numerus Clausus généralisé,
— c'est la sélection de dizaines de milliers d'étudiants chassés de l'université,

— c'est l'immense gâchis de centaines de milliers d'entre nous, étudiants en Lettres et en Sciences, qualifiés, diplômés, sans avenir, relégués au ban de la société,

— c'est l'élimination de dizaines de milliers d'entre nous, étudiants en médecine, qui ne soigneront jamais personne alors que sous ce régime la France se retrouve au 19^e rang en Europe, derrière l'Espagne, pour le nombre de ses médecins,

— c'est la tentative de malmenée des trusts et du patronat sur l'université, sur nos enseignements, sur nos diplômes, comme à Compiègne, où, sous la férule de PDG, cette université aura le même budget pour 1 000 étudiants que celle de Paris 1 pour 25 000.

— c'est la destruction de la recherche fondamentale, condition du progrès des connaissances scientifiques, ouvertement sacrifié au profit

Il coule de source que la nationalisation totale de l'enseignement, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'école, l'expropriation des écoles patronales et confessionnelles, ne peuvent être l'œuvre d'un gouvernement où siègeraient des représentants du capital et de l'Eglise.

Le contrôle, la gestion de l'Education nationale doivent passer entre les mains de ceux qui n'ont comme souci que les intérêts des enfants : les délégués élus des enseignants, des parents, des étudiants et des grands élèves et des syndicats ouvriers. Pour cela, il faudra exproprier le trust Hachette et faire passer dans les mains des enseignants, des parents et des syndicats la gestion, la direction et le contrôle de l'enseignement gratuit et laïque, unique, et ce n'est pas un gouvernement où siègeraient des capitalistes qui le fera.

Nous avons conscience que cette bataille est celle de toute la classe ouvrière de ce pays contre le capital, ses partis politiques, son gouvernement. Le régime capitaliste place la population laborieuse dans des conditions de vie et de travail telles que les enfants d'ouvriers sont imputablement mis dans l'impossibilité de poursuivre des études. Quant à ceux qui obtiennent des diplômes, ils se retrouvent bien souvent au chômage ou dans un emploi ne correspondant en rien à leur qualification. Quelle que soit la parure dont peuvent se couvrir les partis du capital, ils représentent des intérêts fondamentalement hostiles à ceux de l'enfance, de l'enseignement, de la jeunesse. N'est-ce pas le radical Marie qui était à l'initiative des lois Marie-Barange en 1951 ? N'est-ce pas le radical de gauche Billières, ami du banquier Filippi et du PDG Lamirault, qui est le père des CES et de la réforme Fouchet de triste mémoire ?

Déjà 498 enseignants de la région parisienne ont signé. La signature continue.

des seuls crédits pour les recherches militaires.

Nous, étudiants soussignés, nous ne voulons plus de cette situation.

Car la loi, pour nous comme pour toute la jeunesse et la classe ouvrière, c'est :

• la loi des CRS envoyés sur le campus de Nanterre ou à Censier l'an dernier, matraquant enseignants et étudiants,

• la loi des bandes armées assassinant Lanvin, Overney, mutilant Deshayes et Speller.

Nous ne voulons plus de la bourgeoisie et de ses partis.

Et de surcroît, on nous propose depuis des années de gérer la pénurie de l'université et de décider du nombre d'entre nous qui devront être éliminés.

Nous le refusons.

Nous, étudiants de la région parisienne, nous adressons à vous, Parti communiste français et Parti socialiste, qui pouvez engager le combat contre la bourgeoisie, de qui les solutions dépendent, et nous vous disons : électeurs ou non, nous considérons que les élections de mars doivent se traduire par un combat contre tous les représentants de la bourgeoisie.

Déjà 50 étudiants ont signé cet appel. 350 étudiants d'autres facultés parisiennes, 40 étudiants de Saint-Etienne ont signé des appels semblables.

La signature continue.

Dans de multiples corporations, localités, par centaines et centaines, les travailleurs, les jeunes signent de semblables appels. C'est pour ouvrir ces perspectives que FOEI et FAJS combattent et présentent des candidats.

C'est pour le Front unique des organisations ouvrières, un gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois, qui s'engagerait à satisfaire les revendications des masses, c'est pour que se constitue un gouvernement ouvrier, que FOEI et FAJS construisent le parti révolutionnaire.

Multipliez les initiatives.

Par milliers, travailleurs, jeunes, exigeons du PS et du PCF :

VOTE CLASSE CONTRE CLASSE

Luttez pour former un gouvernement sans ministre représentant des partis bourgeois

Déjà 200 travailleurs de la Sécurité sociale ont signé. La signature continue.

UJRP
Associação de Comunicação
Biblioteca General
CEDOC

« l'église change »

Jamais les exigences de l'Eglise en matière d'enseignement n'ont été plus grandes. Le gouvernement Pompidou qui tente de démanteler l'Education Nationale, de détruire l'école laïque, lui donne aujourd'hui un puissant soutien. Les agents de l'obscurantisme-clérical ne doivent pas prendre position dans l'école publique. Si les curés pénétraient ainsi à l'école, avec les patrons, alors l'avenir de millions d'enfants serait gravement en danger. Nous publions ci-dessous un article où les tenants du capital et du pouffillon expliquent eux-mêmes ce qu'est « l'école libre privée ». Tous les enseignants de ce pays se dresseront devant les prétentions de l'obscurantisme, pour la défense de l'école laïque, pour l'expropriation de l'enseignement privé et confessionnel. Nationalisation de l'Education Nationale ! Une seule école !

Allons donc ! Vous exagérez, disent certains. Voyez, l'Eglise a évolué. Elle reconnaît les vertus de l'enseignement public et laïque...

Et les mêmes proposent tout simplement de faire rentrer les prêtres et les congrégations religieuses dans l'école. « Ils sont de bonne volonté, soyons-le ! », ajoutent-ils. Mais qu'en est-il réellement ?

Point n'est besoin d'aller regarder en Espagne ou au Portugal pour juger de la hiérarchie catholique.

Les responsables de l'enseignement catholique français ont clairement revendiqué :

1° le développement de « l'institution scolaire chrétienne pour favoriser l'éducation de la foi chez les enfants ».

2° en même temps « la présence de l'Eglise (des prêtres et des congrégations) dans les institutions culturelles et singulièrement dans l'école ».

Passons sur « l'éducation » des enfants qui reçoivent dès la maternelle un enseignement religieux, sur les prières en classe et sur les épreuves de religion (nous avons montré cela en détail dans l'O. à propos du statut scolaire d'Alsace-Moselle). Passons sur l'entreprise d'avisement et d'asservissement intellectuel de la jeunesse à des dogmes religieux basés sur le respect de l'Etat bourgeois, des patrons et de la propriété privée (cf. les Encycliques de l'Eglise).

Qu'en est-il de la politique de l'enseignement catholique vis-à-vis des maîtres dans ses propres établissements ?

Le syndicat CGT des personnels de l'enseignement privé, qui n'existe que depuis 1970, a formulé en juin 1972 le diagnostic suivant :

collective nationale unique qui pourrait unifier les revendications de certains de leurs personnels. Mais il y a plus !

La volonté des responsables de l'Enseignement privé confessionnel et patronal de domestiquer la jeunesse et de lui imposer une mise au pas idéologique, les amène à exprimer leur hargne et leur haine des enseignants. Ainsi, voici l'article liminaire que ces responsables ont proposé à la signature des enseignants du privé :

« Le caractère religieux se définit par l'appartenance de l'établissement à l'enseignement catholique, protestant, israélite et en général par la référence religieuse... Le personnel s'engage à respecter et à promouvoir dans son activité et dans son comportement ce caractère propre sous ses différents aspects, ce qui s'exprime par des dispositions prévues à cet effet dans le contrat d'engagement. »

Et voici le commentaire, à la réunion de la Commission du 26 avril, de l'un des responsables de l'Enseignement privé (selon l'organe du syndicat national CGT des Personnels de l'Enseignement Privé) :

« La liberté de conscience pourrait (!) être reconnue — à la rigueur (!) — aux élèves sans l'être aux personnels ; toutes évolutions spirituelle ou intellectuelle qui se traduirait par un abandon, exprimé ou non, de la référence religieuse ou pédagogique, entraînerait le licenciement : l'article liminaire doit permettre de se débarrasser du personnel qui, à l'usage, ne conviendrait plus. »

Et le « frère » Roborel de Climens, l'un des responsables de l'Enseignement Catholique, en guise de témoignage de son amour du prochain, précise publiquement :

« Puisque nous ne pouvons plus licencier facilement sous le système des contrats, il faut veiller à un recrutement très strict, pour ne pas nous retrouver devant un corps de fonctionnaires qui n'ait pas l'esprit de l'Enseignement Chrétien. Le directeur diocésain devrait faire une enquête pour s'assurer de la moralité de l'enseignant et qu'il réponde aux critères qui sont les nôtres. »

Non ! Cela ne s'est pas dit au Moyen Age, ni sous Voltaire, mais le 27 mai 1972. C'est l'autorité de la hiérarchie catholique qui l'affirme.

Et la CFTC, mère spirituelle de la CFDT, organe officiel de la hiérarchie catholique, renchérit ainsi :

« On ne peut embaucher un enseignant dont la tâche consiste entre autres à faire connaître le Christ et son Esprit si le candidat n'est ni chrétien ni d'accord avec l'objet même de la profession. »

Ainsi le mot d'ordre actuel, pour la hiérarchie catholique, est bien la position la plus réactionnaire entre toutes : licenciement de tous les enseignants qui ne veulent pas « évangéliser » la jeunesse, même s'ils sont croyants, même s'ils sont chrétiens. M. Mitterrand n'a-t-il rien à dire, lui qui considère que, comme citoyen, le prêtre peut enseigner dans l'école publique au nom du respect de la laïcité ? !

Voilà ce que signifie l'enseignement « libre » privé : la liberté au patronat et à l'Eglise de détruire la conscience sociale des enfants, l'asservissement des enseignants aux mesures les plus totalitaires et les plus arbitraires.

Voilà pourquoi la bourgeoisie et le gouvernement Pompidou-Messmer, dans leur lutte contre le socialisme, veulent absolument détruire l'enseignement public et laïque.

Les millions de travailleurs, les centaines de milliers d'enseignants, ne peuvent plus longtemps laisser l'enseignement aux mains du Capital et de la hiérarchie catholique sans remettre en cause gravement leur avenir et celui de la jeunesse. Et c'est pourquoi, à la suite de la FEN, du SNI, du CNAL, des dizaines de milliers d'entre eux ont scandé le 9 décembre :

- Abrogation des lois anti-laïques (qui ont déjà permis le versement de plus de 2 000 milliards à l'enseignement privé),
- Nationalisation de l'enseignement,
- Une seule école, l'école laïque,
- Pas de patrons, pas de curés à l'école.

syndicats et programme

Il serait évidemment peu sérieux de nier le rôle politique que jouent les syndicats. A notre époque, il en est ainsi parce que, plus encore que dans les périodes précédentes, la lutte de classe du prolétariat débouche au niveau gouvernemental : c'est à ce niveau que sont décidés les pourcentages d'« augmentation » calculés sur une « masse salariale », décidés par le gouvernement pour assurer des profits grandissants aux capitalistes. Tout militant syndical, non seulement dans les services publics, les industries « nationalisées », mais également dans le « privé » sait qu'il se heurtera, pour peu que la revendication soit sérieuse, aux pouvoirs publics.

De Gaulle a cherché, par l'intégration des syndicats à l'Etat, à les transformer en rouages gouvernementaux, chargés d'effectuer la police des salaires. La grève générale de mai-juin 68, dont la conséquence a été le départ de De Gaulle, a contraint la bourgeoisie à reculer. De Gaulle chassé à la suite du référendum, le gouvernement a dû abandonner ses projets d'intégration directe des syndicats à l'Etat bourgeois dans un nouvel ordre corporatiste.

Le grand capital et son gouvernement n'en poursuivent pas moins cet objectif. Mais il leur faut prendre des détours, les contrats de progrès proposés par Chaban-Delmas et son conseiller J. Delors allaient dans ce sens, dans la mesure où ils cherchaient à lier le montant des salaires globalement fixé par le gouvernement aux « résultats de l'entreprise et de l'éco-

nomie capitaliste » : un système où les travailleurs et les patrons étaient qualifiés de « partenaires sociaux », dans lequel les travailleurs devaient accepter l'exploitation capitaliste.

Là encore, il a fallu reculer devant le refus des travailleurs et la crainte de voir se déchaîner les plus larges luttes de classes. Encore une fois, il faut aux capitalistes et aux gouvernements prendre le nouveau détour que représente les contrats salariaux calculés également sur la masse salariale, en cherchant toujours à lier les syndicats à la marche de l'économie capitaliste.

Un des enjeux des élections de mars 1973 et de la situation qui se nouera après les élections est le blocage des salaires que toute la bourgeoisie et tous les « hommes d'Etat » voudraient imposer, en hésitant toutefois par crainte des réactions ouvrières.

Leur rôle politique étant ainsi établi, faut-il aujourd'hui suivre les propositions de la direction de la CGT tendant à lier les syndicats au Programme commun et à l'Union de la gauche ?

Certes, nul n'en peut douter, la masse des travailleurs salariés votera contre le gouvernement Pompidou-Messmer. Faut-il aller plus loin ?

Le Programme commun « comportera des engagements réciproques entre le gouvernement et le Parlement (le contrat de législature), définira les objectifs de la majorité pour la durée de la législature ainsi que les voies et les moyens ».

OU VONT LES DIRIGEANTS

S'il fallait, d'une seule phrase, résumer la « thèse » — bien connue d'ailleurs — que défend Pierre Rousset dans son livre « Le Parti communiste vietnamien », c'est à Rousset lui-même que l'on pourrait l'emprunter :

« Le Vietnam, écrit Rousset (page 123), est le lieu où, depuis trente ans, la révolution se fait. Il est le lieu où la faiblesse stratégique fondamentale de l'impérialisme est mise en lumière. Mais la révolution vietnamienne n'interdit pas seulement la stabilisation du pouvoir impérialiste. Vivante et constante réfutation de la coexistence pacifique, elle ébranle aussi la puissance des bureaucraties ouvrières. Elle devient un des facteurs majeurs dans la crise du stalinisme, favorisant l'émergence, partout dans le monde, d'une génération révolutionnaire qui, grâce à elle, apprend à « mépriser stratégiquement » l'impérialisme, qui se reconnaît en son combat. »

Ce bref concentré des « thèses » pablistes donne la clé de tout le livre. Toute la méthode de Rousset, membre du bureau politique de la Ligue communiste, tient en effet en ceci :

1. Depuis trente ans (c'est-à-dire depuis 1943) la révolution « se fait » au Vietnam. Faute de se faire ailleurs. C'est la révolution vietnamienne qui « interdit la stabilisation du pouvoir impérialiste ». Autrement dit : sans la révolution vietnamienne, l'impérialisme aurait connu une nouvelle période de stabilité. Plus précisément : l'impérialisme a effectivement connu une nouvelle période d'expansion « stable et ordonnée » selon Mandel (c'est le « néo-capitalisme » cher à cet éminent sociologue « marxiste »).

Partout, sauf au Vietnam. Miraculeux tabernacle des vertus révolutionnaires abandonnées par ces aristocraties ouvrières liées à leurs propres impérialismes que sont devenus les prolétariats d'Europe et d'Amérique. Efficaces les grandes luttes de classe des classes ouvrières française, anglaise, espagnole, alle-

mande, américaine, etc. Efficaces aussi Berlin-Est, Poznan, Budapest, Prague et Sacczcin.

C'est au Vietnam, et nulle part ailleurs, sachez-le bonnes gens, que « depuis trente ans la révolution se fait ». C'est au Vietnam que la « faiblesse stratégique fondamentale de l'impérialisme est mise en lumière ». Car, ailleurs, l'impérialisme est parvenu à la dissimulation, sinon à la surmonter, selon ces guerrilleros du Quartier latin qui font la révolution au Vietnam, en Amérique latine, partout, sauf en France, dont le prolétariat serait, selon leurs dires, « embourgeoisé ». Les prolétariats occidentaux qui ont renoncé à leurs tâches révolutionnaires offriront leur concours à leurs exploiters, tel est le premier volet de la thèse de P. Rousset écrivant au nom de la Ligue.

2. « Vivante réfutation de la coexistence pacifique », la révolution vietnamienne s'est affranchie de toutes les lois de la lutte de classe mondiale. N'allez pas croire que Brejnev et Mao-Tsé-toung aient usé de tous leurs moyens pour tenter d'imposer aux ouvriers et aux paysans du Vietnam une « paix » acceptable pour Nixon. Nullement. Les impératifs de la « coexistence pacifique » s'imposent partout. Sauf au Vietnam. Où la coexistence pacifique a été « réfutée ».

Nous pensions naïvement que les bureaucraties de Moscou et de Pékin avaient commis ce qui passera à l'Histoire comme l'un de leurs plus grands crimes en laissant isolé le peuple du Vietnam face à l'immense armada mobilisée contre lui par l'impérialisme américain. Et ce, pour prix de leur « coexistence » avec Washington. Erreur. Erreur profonde. La « coexistence pacifique » a été « réfutée » au Vietnam. Et « ébranlée la puissance des bureaucraties ouvrières ».

3. Le prolétariat mondial est passé du côté de l'impérialisme. Quant au prolétariat français, l'impérialisme a été exproprié. « C'est passif » face au drame indochinois. Mais,



Les laisserons-nous rentrer ?

« Après avoir constaté que le pouvoir soumet l'Education nationale de plus en plus directement aux intérêts des monopoles, notre Congrès avait mis en relief la manière dont l'enseignement privé, tel le cheval de Troie, est utilisé pour accélérer la privatisation de l'Education nationale. Actuellement, grâce au vote de la nouvelle loi Debré-Guilhard-Pompidou, nous arrivons à un nouveau stade du développement de l'enseignement privé... La nouvelle loi prévoit le renforcement de toutes les caractéristiques que les personnels du privé lui connaissent :

— accroissement des bénéfices des directions d'établissements privés (rapports au passage que le personnel sous contrat bénéficie d'un salaire aussi « avantageux » que celui d'un fonctionnaire EN DEBUT DE CARRIERE sans en avoir ni le statut ni les avantages réels !).

— accroissement des pouvoirs déjà discrétionnaires des directeurs d'institutions qui choisissent, désignent et notent maintenant leur personnel ! Ceci ne manquera pas d'institutionnaliser le caractère intolérant et répressif de nos établissements.

1) D'aggraver sensiblement l'insécurité de l'emploi.

2) de faciliter les atteintes aux libertés syndicales. »

Ce sont d'ailleurs ces caractères que voudrait généraliser la bourgeoisie à tous les établissements de l'enseignement public en les privatisant, sous couleur d'autonomie, et en détruisant le statut de la fonction publique derrière la mise sur pied de statuts particuliers d'enseignants.

De ce point de vue, les responsables de l'Enseignement catholique montrent la voie. Ils refusent d'accorder toute garantie d'emploi, ils refusent toute convention

« AMERICAN WAY OF LIFE » (1)

commun

Autrement dit, les syndicats, en acceptant le programme commun, acceptent de se lier « aux engagements réciproques entre le gouvernement et le patronat », acceptent de se lier pour la durée de la législature (cinq années) aux objectifs ainsi qu'aux « voies et moyens » décidés en dehors d'eux. Séguy aura beau dire et faire, cela s'appelle, en bon français, aliéner l'indépendance des syndicats.

Prenons un exemple pour illustrer les conséquences que pourrait avoir la politique des dirigeants de la CGT. P. Juquin, F. Mitterrand, R. Fabre considèrent que le problème des « curés à l'école » se pose. C'est leur droit, bien qu'il y ait là une violation flagrante de la laïcité de l'école. Mais, si demain le gouvernement d'union de la gauche et le Parlement inscrivait dans leur contrat de législature l'entrée des curés à l'école, les instituteurs et le SNI devraient-ils se considérer comme liés par cette décision si manifestement contraire aux intérêts des enseignants et des élèves ? Cela serait le cas si le SNI, suivant les dirigeants de la tendance « Unité et Action », lesquels appliquent les directives de Séguy du BP du PCF, s'engageait comme partie prenante du contrat de législature prévu par le Programme commun.

Il faut le déclarer tout net : avec la politique préconisée par Séguy, c'est l'indépendance des syndicats par rapport aux Etats et aux gouvernements qui est en cause. La gravité de cette orientation doit être mesurée dans toutes ses conséquences. Nous y reviendrons.

Dans son discours d'ouverture à l'Assemblée du Fonds monétaire international (FMI), en septembre 1972, Nixon déclarait :

« Comme tous les dirigeants des nations représentées ici, je veux voir de nouveaux emplois créés partout dans le monde, mais je n'admettrai pas que les Etats-Unis soient obligés de créer à l'étranger des emplois à cause d'une injustice dans le système commercial du monde. »

Le 20 janvier, dans son discours d'investiture, Nixon s'adressait dans les mêmes termes aux bourgeoisies d'Europe.

Aujourd'hui, non seulement les bourgeoisies européennes et japonaises doivent participer « à la défense du monde libre » et financer une partie de l'aide militaire extérieure américaine, mais aussi il leur faut « réparer l'injustice du système commercial du monde » dont parlait Nixon.

Et, à en croire Peter Peterson, nommé par Nixon directeur du Conseil de International Economy Policy (Conseil de la politique économique internationale) :

« Les questions politiques et commerciales ne seront pas traitées séparément » [cité par *Entreprise* du 24-11-72].

L'impérialisme US avertit : l'offensive américaine en Europe va se développer. Que voulait dire Nixon en parlant de « l'injustice » du système économique du monde ? Quelques chiffres concernant le commerce mondial au cours de la période 1960-1970 seront suffisamment éloquents :

Accroissement des exportations des Etats-Unis vers l'Europe des Dix (2) : 7,2 % ; vers le Japon : 12,3 % ; vers le Canada : 8,9 %.

Accroissement des exportations de l'Europe des Dix vers les USA : 10,6 % ; du Japon : 18,4 % ; du Canada : 13,3 %.

De 1960 à 1970, la part des exportations américaines de produits manufacturés dans le total des exportations de ces produits dans la zone OCDE décroissait de 22,9 à 17,8 %, alors que celle de pays comme l'Allemagne, le Japon, l'Italie, les Pays-Bas augmentaient.

Cela est « intolérable » pour les magnats de Wall-Street.

Par crainte de la révolution, après la deuxième guerre mondiale, les milliards

de dollars du Plan Marshall ont relevé les économies capitalistes. Par crainte de la révolution, le géant US a dû accepter la concurrence de l'Europe et du Japon. Cela a été rendu possible par l'accroissement gigantesque des crédits d'armement qui a servi de volant d'équilibre à toute l'économie mondiale. Mais le corollaire en a été l'inflation au point que sa balance commerciale devint déficitaire à partir de juillet 1971. Une telle situation où le chômage croissait, conduisit Nixon à prendre les mesures annoncées le 15 août 1971, dont entre autres : la fin de la convertibilité du dollar et l'imposition de surtaxe de 10 % sur les importations.

Par la première mesure, l'impérialisme US décidait que les 56 milliards de dollars de réserves dans les banques centrales étrangères ne pourraient plus être échangés contre leur équivalent en or. Autrement dit, ces dollars versés pour l'achat par les magnats US d'usines, pour l'achat de marchandises, pour tout ce qui constitue les investissements américains à l'étranger, ne pouvant plus être utilisés que dans les conditions dictées par Washington, les pays capitalistes les utilisaient pour acheter aux Etats-Unis marchandises, armes, prêts...

L'autre mesure était un préalable aux modifications paritaires de décembre 1971, elle visait à réduire les importations américaines. La dévaluation du dollar et les réévaluations du mark et du yen, devaient assurer une meilleure compétitivité aux produits US, et réduisaient les réserves en dollars des Etats capitalistes.

Ces Etats, d'Europe et du Japon, acceptaient les premières conditions américaines, parce que, et Nixon une nouvelle fois leur a mis les points sur les « i », une crise aux Etats-Unis précipiterait le « monde libre » dans un chaos inévitable. Le poids des Etats-Unis (40 % du PNB mondial), principale puissance impérialiste, ne donne que plus d'ampleur aux conséquences de toute modification dans les rapports entre les classes de ce pays et, partant, du monde.

Depuis cette période, la production américaine connaît une des plus fortes croissances mondiales : la crise serait-elle évitée ou seulement différée ? La manière dont s'est effectuée cette re-

prise, est déjà une réponse. C'est en effet à la fois par une relance des dépenses d'armement et par une politique de déficit budgétaire (25 milliards de dollars), que le gouvernement Nixon a donné une nouvelle piqure à l'économie US.

Le tableau suivant, qui illustre cette reprise des dépenses d'armement, montre aussi que depuis 1969, la part des dépenses consacrées à la guerre du Vietnam ne cesse de décroître.

(en milliards de dollars)

	Budget militaire total	Dépenses consacrées à la guerre du Vietnam
1967	68,3	201
1968	78	26,5
1969	78,7	28,8
1970	77,9	23,1
1971	75,5	14,7
1972	75,8	9,3
1973	77,7	7,1

Mais relancer les dépenses d'armement, et donc le déficit budgétaire à un niveau jamais atteint, ne peut que replacer les Etats-Unis dans une situation d'inflation et de chômage pire qu'il y a 2 ans, à moins...

A moins que les produits et les capitaux US ne s'écoulent massivement en Europe, en URSS, dans les pays de l'Est et en Chine.

Or, il apparaît que les espoirs de substantiels contrats avec l'URSS, ne se réalisent pas aussi rapidement que prévu, mis à part les achats de blé, décidés en partie pour éviter les troubles sociaux, dans les pays de l'Est.

D'autre part, l'impérialisme US tente de mettre fin à la guerre du Vietnam, pour assurer ses marchés dans tout le Sud-Est asiatique, aux portes de la Chine. Lorsque Nixon a lancé ses 8-52 sur le Nord-Vietnam, pour imposer sa « paix honorable », ce n'est pas par humanisme que s'indignaient les gouvernements bourgeois d'Europe, mais bien par la crainte de voir les Etats-Unis se consacrer rapidement à leur objectif 1973 : l'Europe.

La brutalité américaine est de mauvais augure pour les négociations entre l'Europe et les USA, ont déclaré les commentateurs de la presse bourgeoise.

Et un fait, survenu le jour même où Nixon annonçait le récent accord de cessez-le-feu, devait justifier cette crainte : les perspectives de paix au Vietnam n'empêchaient pas la Bourse de New York, Wall Street, d'être en baisse de 14 points (le plus fort revers depuis 18 mois) et le dollar de s'affaiblir sur toutes les places étrangères. Car une nouvelle plus importante semble-t-il pour les magnats de la Bourse, était annoncée à son tour : celle du déficit commercial américain pour 1972 : 6 milliards de dollars, un record ! Ce résultat, ajouté au renouveau de l'inflation (4,5 % au dernier trimestre 72) et aux 5 millions de chômeurs, ne peut que renforcer l'impérialisme US dans sa volonté de se maintenir en Asie du Sud-Est et d'exiger de l'Europe une plus grande « coopération ».

Il y a quatre mots, Nixon déclarait à l'Assemblée du FMI : « Nous devons nous engager à considérer les grands livres du commerce international avec des yeux nouveaux. » Ce que plus concrètement l'un de ses porte-parole traduisait en disant : « Nous ferons voler la CEE en éclats. » (*Entreprise* du 24-11-72.)

Et Les Echos, faisait ainsi le point sur la situation, après la rencontre Pompidou-Brandt :

« ... Les Etats-Unis qui prévoient la persistance d'un important déficit de leur balance commerciale en 1973 (même si ce déficit doit être moins élevé qu'en 1972), vont continuer, plus que jamais, à faire valoir qu'il faut trouver des remèdes à cette situation et qu'il appartient donc à leurs partenaires occidentaux (qui sont leurs principaux clients et fournisseurs) de prendre des mesures correctrices tant sur le plan commercial que sur le plan monétaire. Pour définir, face aux demandes américaines (qui ont d'ailleurs besoin d'être précisées), la position communautaire, il va falloir que les Neuf se mettent d'accord, ce qui ne se fera pas tout seul... Mais il est évidemment très important de savoir si, au cours de leurs discussions, la France et l'Allemagne défendront des positions divergentes ou identiques. »

« La question dépasse beaucoup une querelle de procédure. Les Américains désirent obstinément que le Marché commun ait une politique économique qui s'harmonise mieux avec la leur. Aussi la proposition du gouvernement Brandt va-t-elle au-devant de leurs désirs. »

Nixon s'apprete à dicter ses décisions au monde. Au nom de la défense de l'ordre contre-révolutionnaire, il entend « convaincre » par les mesures les plus brutales s'il le faut, les autres pays d'accepter pour la défense du monde libre que les USA exportent avec leurs capitaux et marchandises le chômage américain. *AMERICAN WAY OF LIFE* (1) Héméroteca General

(1) Mode de vie américain.
(2) Qui ne devint que l'Europe des Neuf.

ITS DE LA LIGUE " COMMUNISTE " ? (6)

grâce à Dieu, « une nouvelle génération révolutionnaire » s'est levée et a appris, à l'école de la révolution vietnamienne, à « mépriser stratégiquement » l'impérialisme. A l'avant-garde de cette « nouvelle génération révolutionnaire », il y a, bien sûr, la Ligue communiste.

Foin donc des frontières de classe. Weber signera en 1967 l'appel du « Milliard pour le Vietnam » aux côtés du gaulliste Capitant, éminent représentant de la « nouvelle génération révolutionnaire ». C'est par la solidarité — sans frontières de classe — avec le Vietnam que passe la construction du parti révolutionnaire en France. Tel est l'internationalisme « en pratique » de la Ligue communiste, pour qui l'ennemi principal a cessé d'être « dans son propre pays ». Tel est le fondement de l'alignement servile sur toutes les positions des dirigeants nord-vietnamiens, du FNL et du GRP, qui a fait dire à un militant de la Ligue, dans le bulletin intérieur de son organisation : « Nous vendrions Lénine et Trotsky pour avoir un Vietnamien dans nos meetings. »

Hélas, hélas, les « Vietnamiens » ne viendront pas aux meetings de la Ligue communiste. Krivine sera invité à grignoter les petits fours de Madame Binh, mais, quel qu'en pense Rousset, les liens qui relient les « Vietnamiens » (entendez les dirigeants) à Moscou et à Pékin sont d'une tout autre nature, en dépit de la résistance héroïque qu'ils ont dirigée contre les impérialismes français et américains. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Le vin est tiré : il faut le boire. Sur la base de telles prémisses, Rousset et ses camarades de la Ligue iront jusqu'au bout d'une voie qui les amène à écrire :

« C'est à cette époque (printemps 1946) que le dirigeant trotskyste Ta-Thu-Thau, ancien conseiller municipal de Saigon, revenant d'une conférence au Nord, est tué par un des membres du PCI dans le centre-Vietnam. En 1939, Ho-Chi-Minh avait bien dit qu'il fallait liquider

les trotskystes, mais il avait ajouté « politiquement ». En 1945, menacé sur sa gauche, le PCI allait-il enfin s'aligner sur les pratiques chères aux bureaucrates du Kremlin ? Il est difficile de savoir ce qui relevait de directives centrales, de décisions régionales... ou d'influences directes du PCF dans cet assassinat et dans ceux d'autres trotskystes, assassinés dans les maquis alors qu'ils les avaient rejoints. »

« Ho-Chi-Minh ne couvrit pas cet acte, mais il ne le dénonça pas non plus... Ces assassinats illustrent au moins deux choses : l'ampleur du fossé politique qui séparait alors les groupes trotskystes du PCI, les premiers sous-estimant probablement l'importance de la question nationale... les seconds sous-estimant profondément la question sociale dans la révolution coloniale... »

Ainsi, la boucle est bouclée : entre trotskystes et stalinien, les torts sont partagés. Ta-Thu-Thau, dirigeant trotskyste, assassiné par le PC vietnamien d'un côté, Ho-Chi-Minh, dirigeant du PC, de l'autre. Et les « pratiques chères aux bureaucrates du Kremlin » (admirez le jargon digne d'une conversation de salon littéraire), autrement dit, l'extermination des trotskystes, dès lors que cela se passe au Vietnam, ne sont que des bavures à mettre au compte d'exécutants locaux, qu'Ho-Chi-Minh n'a d'ailleurs pas couverts ! Mais qu'est-ce donc, en de semblables affaires, que couvrir, sinon « ne pas dénoncer » ? « Qui ne dit mot consent. » Ce dicton serait-il vrai partout sauf pour le PC au Vietnam ?

En vérité, le point de vue de Rousset est parfaitement clair : les trotskystes d'Indochine ont eu tort de ne pas fusionner au sein du PCI dès lors que ce parti (dont il nous vante « la continuité politique extrêmement précieuse » [pp. 120-121]) n'est pas et n'a jamais été un parti stalinien, a au contraire « choisi la voie de la révolution » et est celui « qui a été le plus loin dans la redécouverte des principes du marxisme » (page 125).

En somme, l'assassinat de Ta-Thu-Thau n'était guère qu'une bavure inévitable. Comme on comprend dès lors que la Ligue ait tenté (sans succès comme on sait) de casser le cortège de l'AJS qui se réclamait du combat de Ta-Thu-Thau (« provocation » pour Rousset-Weber) en manifestant sa solidarité inconditionnelle au combat des ouvriers et des paysans d'Indochine.

Bavure également que le soutien accordé par Hanoi à l'intervention russe en Tchecoslovaquie. « Incompréhension », estime Rousset (page 131), qui ajoute :

« Il est peu probable qu'il agisse là d'une déclaration « opportuniste » vis-à-vis du Kremlin. Le silence aurait suffi, et la condamnation était impossible (sic). Il s'agit plutôt d'une réaction analogue à celle de Cuba. La Tchecoslovaquie prenait la route de la Yougoslavie, et la Yougoslavie, de tous les Etats du « camp socialiste ». Est celui qui va le plus ouvertement dans l'abandon du soutien aux révolutions du tiers-monde. L'arrêt de ce processus méritait bien une intervention militaire extérieure. C'est ne pas comprendre, pourtant, que Brejnev n'est pas à gauche de Dubcek, et que l'intervention soviétique sert le stalinisme et nullement le socialisme ! »

Incompréhensions, bavures encore que l'emploi « fâcheux » (sic) par les dirigeants du Parti des Travailleurs du Vietnam de « la terminologie stalin-maoïste ». Pour Rousset-Weber-Krivine, le stalinisme n'est qu'une verve sur la figure des dirigeants des « révolutions du tiers-monde ». Que tout cela leur soit pardonné puisque, placés en son « épice » comme disait Pablo, ils sont porteurs des destinées de la révolution mondiale.

Nous reviendrons sur ces problèmes pour montrer comment les positions de la Ligue communiste, niant totalement l'unité de la lutte de classe mondiale, participent directement, derrière une solidarité de façade, à l'isolement et à l'étouffement de l'héroïque guerre révolutionnaire des ouvriers et des paysans du Vietnam.

VIETNAM : victoire ? défaite ?

Coexistence pacifique au Vietnam

« Enfin », titre sur toute la page France-Soir du 25 janvier : « Vietnam : l'accord sur le cessez-le-feu est signé. » Toutefois, les généreux sentiments humanitaires d'un des organes de masse de l'impérialisme français sont teintés d'un réalisme plus substantiel : « La politique indochinoise du général de Gaulle... la part que la diplomatie française a prise depuis 1968... au règlement pacifique obtenu aujourd'hui sont les meilleurs gages d'une « présence française » (en) Indochine. »

Le Figaro du même jour, en un titre qui couvre ses pages 6 et 7, dit crument pourquoi il convient d'être présent : « La reconstruction de l'Indochine ouvre d'immenses perspectives. »

La guerre a rapporté des centaines de milliards de profits. La finance internationale américaine, japonaise et aussi française, calcule et suppute. « La paix », « la reconstruction », les investissements possibles peuvent rapporter d'autres centaines de milliards.

Dès 1965, Johnson offrait d'investir deux milliards de dollars en Indochine, notamment pour la mise en valeur de la vallée du Mékong. Les « accords » comportent quelques phrases que le capital, l'impérialisme apprécient toujours.

« Le droit de propriété privée, la libre entreprise » sont garantis. Et encore : « Le Vietnam du Sud est disposé à entretenir des rapports avec tous les pays sans distinction de régime politique ou social, sur la base du respect mutuel, de l'indépendance et de la souveraineté, et accepte l'aide économique et technique de n'importe quel pays pourvu que cette aide ne soit accompagnée d'aucune condition politique. »

Mais n'est-ce pas la plus contraignante des conditions politiques que de garantir « la propriété privée, la libre entreprise » ?

« Enfin », au moins sur le papier, l'impérialisme obtient la garantie que les ouvriers et les paysans du Sud-Vietnam resteront exploités, persécutés, par la « bourgeoisie nationale » et par lui-même.

« Enfin », « le gouvernement fantôme » est reconnu comme le gouvernement du Sud-Vietnam, l'armée de libération restera cantonnée dans les secteurs ruraux.

« Enfin » la « réunification du Vietnam » est renvoyée aux calendes grecques et la division consacrée après un coup de chapeau à la réunification.

« Enfin » les « élections » (et quelles élections !) auront lieu quand il conviendra à Thieu.



300 000 dans les geôles de Thieu.

« Enfin », tandis que seront libérés les aviateurs et autres prisonniers de guerre américains, les prisonniers politiques détenus par Thieu resteront autant qu'il lui conviendra dans des « cages à tigre ».

« Enfin », même le retrait des troupes américaines est loin d'être total : « 13000 Américains resteront », 800 officiellement, le reste camouflés en civils nous apprend France-Soir.

Les ouvriers et paysans du Sud-Vietnam sont frustrés de l'indépendance et de l'unité nationale, de la possession de la terre et des moyens de production, et même des libertés démocratiques élémentaires. C'est pour cela pourtant qu'ils versent leur sang depuis trente

ans et subissent le martyre, ainsi que les ouvriers et les paysans du Nord-Vietnam.

« Enfin », la corde est passée au cou du peuple vietnamien, aurait dû titrer France-Soir.

Que les dirigeants du Nord et du Sud du Vietnam aient été contraints de signer, cela se discute et peut s'expliquer. Trotsky et Lénine ont bien signé « l'accord » de Brest-Litovsk. Mais il faut caractériser les choses pour ce qu'elles sont : l'impérialisme maintient sa patte au Sud-Vietnam. Cet « accord » est un pur produit de la « coexistence pacifique ». Il s'inscrit comme un élément de cette politique qui inclut le plan Rogers au Moyen-Orient, les accords passés entre l'impérialisme allemand, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties d'Europe de l'Est, la conférence de « sécurité » sur l'Europe, les « fructueuses perspectives ouvertes » aux marchandises et aux capitaux américains, japonais, européens, en Europe de l'Est, en URSS, en Chine.

Nixon n'a pas perdu son temps ni à Pékin ni à Moscou. Il a scellé la nouvelle sainte alliance contre-révolutionnaire mondiale. L'impérialisme et les bureaucraties parasitaires établissent leurs rapports mutuels et coopèrent dans la lutte contre la révolution prolétarienne mondiale.

« L'accord » est cependant très loin des buts de guerre que l'impérialisme américain définissait de plus en plus ouvertement au fur et à mesure que par centaines de milliers, les soldats américains et un fantastique matériel étaient débarqués au Sud-Vietnam. Son objectif était alors : compléter l'encerclement de la Chine, l'obliger à capituler à ses injonctions et préparer la guerre contre la Chine, y compris en utilisant les armes atomiques.

La résistance acharnée des ouvriers et des paysans du Vietnam (au Nord comme au Sud) a été une composante de la vague révolutionnaire mondiale dont les premiers déferlements puissants se sont produits en Europe en 1968 couvrant particulièrement la Tchécoslovaquie et la France.

L'impérialisme américain, l'impérialisme mondial ont dû se rendre à l'évidence : la guerre contre la Chine exigeait la mobilisation de toutes les ressources ; impossible d'engager cette prodigieuse aventure sans avoir écrasé les prolétariats des grandes puissances capitalistes. Or la révolution frappe à la porte dans ces pays en même temps qu'elle menace la bureaucratie du Kremlin en Tchécoslovaquie et en Pologne.

Il fallut brusquement tourner. Le concours assuré de la bureaucratie du Kremlin ne suffit plus. Il fallait tisser des liens semblables avec la bureaucratie chinoise, « coopérer » (ce qui, au moins partiellement, peut permettre une certaine pénétration).

C'est ce qui fut réalisé. La bureaucratie chinoise se sent elle-même très menacée : derrière la « révolution culturelle » se profilait la révolution politique ; la révolution sociale dans les pays capitalistes avancés, le renversement de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites la met directement en cause.

« L'accord » est chancelant et fragile. Son application — c'est-à-dire l'écrasement des ouvriers et paysans du Sud-Vietnam et les répercussions que cela aurait au Nord, dans toute l'Indochine et l'Asie — ou l'effondrement du régime sud-vietnamien qui, quoi que fasse l'impérialisme, est pourri jusqu'à la moelle, sous l'action des masses, dépend, non seulement des Vietnamiens, mais des nouveaux développements de la lutte des classes mondiale.

Nous répétons une fois encore : l'aide aux ouvriers et paysans du Vietnam, c'est d'abord et avant tout la lutte contre la bourgeoisie, ses gouvernements et pour le gouvernement ouvrier dans notre propre pays. Rompons la chaîne de l'impérialisme dans notre propre pays.

Quelle paix ?

A l'heure où nous rédigeons cet article, alors que le « cessez-le-feu » est théoriquement en vigueur depuis 36 heures, les combats n'ont pas cessé au Sud-Vietnam. Chacune des forces en présence tente de s'assurer le contrôle le plus étendu possible des villages et des hameaux dans les zones contestées. Mme Binh a déclaré au nom du GRP que l'accord serait respecté scrupuleusement. Mais Thieu a lancé de son côté une véritable chasse à l'homme visant ouvertement à organiser la liquidation physique de tous les cadres et militants « communistes » et même « neutralistes ».

De Nixon à Chou-en-Lai, en passant par Pompidou, Brejnev et le pape Paul VI, tous les grands de ce monde ont poussé un soupir de soulagement et se sont félicités de la teneur des accords de Paris. Il ne fait aucun doute que toutes les forces attachées à la défense de la « coexistence pacifique » passeront de tout leur poids et useront de tous leurs moyens (elles n'en manquent pas) pour tenter d'imposer l'application stricte des accords, comme l'a exigé Nixon, et s'en porter garantes.

Et pourtant, ouvriers et paysans tardent à déposer les armes, comme s'il leur apparaissait déjà que le « compromis » de Paris leur impose de différer — pour combien de temps encore ? — les revendications pour lesquelles ils combattent depuis bientôt trente ans.

Les clauses des accords de Paris que le FNL, le GRP, Hanoi, Pékin, Moscou, le PCF, présentent comme une « victoire » ne sont-elles pas déjà la camisole de force que l'on tente de passer au peuple vietnamien (sans être d'ailleurs sûr d'y parvenir) pour contenir son énergie révolutionnaire et préserver l'essentiel, ou du moins ce qui peut encore l'être, des positions de l'impérialisme ?

C'est pourquoi le représentant américain à la conférence de Genève, Bedell Smith, déclarait lors de la séance de clôture que, si les Etats-Unis s'engageaient à renoncer à remettre en cause les accords par la force, ils considéreraient toute nouvelle « agression » de la part du Nord comme « une menace sérieuse pour la paix et la sécurité internationale », justifiant par conséquent une intervention américaine directe.

On connaît la suite : le régime Diem, mis en place et armé jusqu'aux dents par les USA s'engagea au Sud dans une politique de répression forcée et renvoya les élections sine die. La résistance des ouvriers et des pays du Sud fut alors considérée comme « agression » par les USA. C'était le début de la deuxième guerre d'Indochine.

C'est par rapport à ce point de départ qu'ont été les accords de Genève de 1954 qu'il faut apprécier le contenu des accords de Paris de janvier 1973.

Après 19 ans d'une résistance héroïque à l'immense machine de guerre américaine mobilisée pour le faire céder, le peuple vietnamien se voit imposer les cadres d'un « accord de paix » qui, à bien des égards, reproduit les principales dispositions des accords de Genève.

Il est vrai qu'aujourd'hui, les Etats-Unis sont — en principe du moins — engagés par la signature qu'ils ont apposée sur les accords de Paris. Il est également vrai que le corps expéditionnaire américain devra se retirer dans les soixante jours suivant la signature de l'accord, encore que la septième flotte demeure à portée de canon des côtes de la péninsule, au cas où...

Il est vrai, enfin, que Nixon et Thieu n'ont pu obtenir le retrait au nord du 17° parallèle des effectifs réguliers de la RDVN stationnés au Sud et évalués à

« Thieu n'existait que par les baïonnettes américaines. »

L'administration fantoche de Saïgon — de Diem-Nhu naguère à Thieu-Ky-Huong aujourd'hui — n'est qu'un instrument créé par les impérialistes américains pour leur servir d'appui dans la conduite de leur guerre d'agression et la réalisation de leur politique néo-colonialiste au Sud-Vietnam. Ces fantoches ne sont qu'une clique de laquais entretenus et protégés par Washington, un ramassis de traitres à la patrie, un produit monstrueux de la guerre colonialiste américaine, de gens haïs et vomis par toute la population du Sud-Vietnam et tous les peuples progressistes du monde, ils ne représentent personne et ils n'existent que grâce aux dollars américains, aux troupes expéditionnaires et armes américaines.

Déclaration du CC du FNL du Sud-Vietnam à l'occasion du 14^e anniversaire des accords de Genève (14-7-1968).

« Abolir le régime colonial déguisé instauré par les impérialistes américains au Sud-Vietnam ; renverser tout l'appareil de l'administration fantoche ; abolir la constitution et toutes les lois anti-nationales et anti-démocratiques de l'administration fantoche ; annuler les jugements portés par cette administration qui portent atteinte à la vie, aux besoins, à la dignité et à d'autres intérêts des citoyens. »

Point 2 du programme d'action du GRP (10-6-1969).

Il existe maintenant par la vertu des accords de Paris.

Essayons d'y voir plus clair.

A Genève, en 1954, les diplomates américains se sont refusés à signer la déclaration finale mise au point notamment par la Grande-Bretagne, la France, la Chine et l'URSS. Au lendemain de Dien-Bien-Phu, les accords de Genève évitaient une déroute totale à l'impérialisme français et surtout limitaient la zone de conquêtes révolutionnaires. En séparant par une ligne de démarcation militaire à la hauteur du 17° parallèle, une zone Nord où les positions du capital financier étaient expropriées et une zone sud sous contrôle impérialiste, même qualifiée de « provisoire, et ne constituant en aucune façon une limite politique ou territoriale », ils jetèrent les bases d'une division permanente du pays du type de celle que l'impérialisme était parvenu à imposer en Corée.

Mais, en interdisant l'établissement au Sud de « bases militaires relevant d'un Etat étranger », et en imposant avant juillet 1956 la tenue d'élections générales au Nord et au Sud sous contrôle international, les accords étaient totalement insuffisants pour garantir l'existence d'un Etat du Sud susceptible de servir de base à l'impérialisme US placé dans la nécessité de prendre en catastrophe la relève de l'impérialisme français.

145.000 hommes : une telle clause aurait signifié la capitulation sans condition de la RDVN, du GRP et du FNL.

Mais, en échange de cette concession américaine, Nixon et Thieu obtinrent :

1) la reconnaissance de fait du régime Thieu, qui conserve tous ses pouvoirs dans la zone qu'il contrôle (où vit 90 % de la population du Sud). Ce qui signifie l'abandon de la revendication constante du Nord, du Front et du GRP (notamment les sept points de Mme Binh du 1-7-71) selon laquelle un règlement militaire était inséparable d'un règlement politique, lequel impliquait, avant le cessez-le-feu, la démission de Thieu, la constitution à Saïgon d'une « nouvelle administration se prononçant pour la paix, l'indépendance et la neutralité », avec laquelle le GRP aurait ouvert des négociations devant aboutir à la formation d'un gouvernement « de coalition et de concorde nationale ».

2) la possibilité pour Thieu de bloquer toute la machinerie du retour à la « concordance nationale » en usant de son droit de veto au sein du Conseil mis en place à cet effet (la clause d'unanimité ne figurait pas dans le projet d'accord d'octobre : les 852 sont passés par là), lequel est par ailleurs dépourvu de toute autorité, et qui n'a été mis en application qu'en octobre.

compromis ?

3) l'absence de fixation d'une date quelconque pour les « élections générales libres et démocratiques sous contrôle international », qui peuvent ainsi être renvoyées sine die (alors qu'un délai de deux ans était prévu à Genève).

4) le rétablissement de la zone délimitée à la hauteur du 17° parallèle dont les accords prévoient, comme à Genève, « qu'elle n'a qu'un caractère provisoire et ne constitue nullement une limite politique et territoriale », mais que le Nord s'engage néanmoins à « respecter », acceptant ainsi pour une durée indéterminée la prolongation de la division du pays, malgré le coup de chapeau donné au « principe » de l'unité territoriale du Vietnam.

5) la libération inconditionnelle des prisonniers de guerre américains, laquelle n'est plus liée comme elle semblait l'être en octobre (selon la version publiée par Hanoi) à la libération des centaines de milliers de détenus politiques civils enfermés dans les bagnes de Thieu. La liquidation physique de ces derniers (qui sont plus nombreux que les partisans vietnams restant sur le terrain), déjà entreprise par le dictateur du Sud, pourra donc être poursuivie tranquillement, dépitant ainsi les cadres de la résistance.

Telle est la teneur de l'accord de janvier. Que le Nord ait dû s'y rallier pour éviter un écrasement total sous les bombes de Nixon est une chose. Qu'on le présente aujourd'hui comme une « grande victoire » en est une autre, bien différente.

Ceux qui tiennent ce langage (de l'humanité à Rouge, presque dans les mêmes termes d'ailleurs) cherchent en fait à dissimuler le prix effroyable que

doit et que devra encore payer le peuple vietnamien sur les autels de la coexistence pacifique : les cris de victoire reviennent en fait à escamoter les responsabilités écrasantes des bureaucrates russes et chinois dans la réalisation d'un accord qui contraindrait le peuple vietnamien à renoncer à ses principales revendications (indépendance et unité nationale, libertés démocratiques) et qui préserve l'essentiel des positions de l'impérialisme, par Thieu interposé.

Tous les commentateurs s'accordent à relever l'extrême fragilité de l'accord qui vient d'être conclu. Certes. Et les vaillants combattants du quartier Latin, « solidaires du Vietnam » vont aller clamant que le combat continue.

Oui, sans doute. Mais ce ne sont pas les 1.180 commissaires internationaux (sur l'effectif desquels Nixon a reculé sans difficulté) qui garantissent l'exécution « correcte » de l'accord. Ce sont les grandes puissances liées par tous les liens de leur coopération contre-révolutionnaire qui vont se charger de cette tâche. C'est Moscou, c'est Pékin qui vont maintenant s'assurer (ou tenter de le faire) que les ouvriers et les pays du Vietnam ne dépasseront pas les bornes que vient de leur fixer l'impérialisme américain.

Répétons-le : c'est dans l'arène de la lutte de classe mondiale que se joue l'avenir de la révolution vietnamienne. Il se concentre présentement dans les prisons du régime Thieu, où 300.000 combattants (selon les chiffres d'Amnesty International) sont en danger de mort. Tout le mouvement ouvrier international doit se dresser unanimement pour exiger leur libération immédiate !

le gouvernement meir dayan «agit»

Nous publions ci-dessous une résolution commune du groupe trotskyste d'Israël, « Avant-garde », des organisations socialistes israéliennes (Matzpen), de l'Alliance communiste révolutionnaire (groupe « Combat ») et de l'Union des Etudiants Arabes de Jérusalem s'élevant contre la répression gouvernementale. Pour Meir-Dayan le moment semble venu de tenter de détruire toutes ces organisations politiques qui mettent au centre de leur activité le combat et l'organisation en commun des jeunes et travailleurs juifs et arabes contre l'Etat sioniste

la résolution commune

Le gouvernement tente de détruire les organisations de la gauche et se sert de provocation à cette fin. Après la découverte de ce qu'il appelle « le cercle d'espionnage et de sabotage », le régime, par l'arrestation de Rami Livney et Meiri Lehrman, a frappé l'Alliance Communiste révolutionnaire (« Combat »). Ce qui va suivre est l'évidence même, selon la méthode bien connue des dominos. Après « Combat », d'autres viendront. Contre les Black-Panthers, on a fabriqué de toutes pièces une prétendue « terreur » et des « cocktails molotov » ; contre les organisations de la gauche, on utilise maintenant la provocation ouverte au nom de « l'espionnage et du sabotage ».

Mais on n'a pas l'intention de s'en tenir là. En annonçant qu'il faut maintenant s'attendre à 100 nouvelles arrestations, le régime prépare le terrain pour l'arrestation d'un plus grand nombre de militants et pour la destruction d'un plus grand nombre d'organisations politiques et ouvrières. L'accusation portée contre les membres d'une organisation politique légale selon laquelle ils auraient eu des « contacts avec les agents de l'ennemi » n'est qu'un commencement.

Le gouvernement qui s'est employé pendant des années à exproprier et expulser les Arabes, qui est engagé depuis des années dans l'oppression de classe et la discrimination raciale, a le plus grand besoin de faire appel à l'unité nationale « face à la vague de grèves et à la montée des prix. Il a besoin de recourir à de nouveaux arguments portant sur la « sécurité » pour justifier son militarisme et la poursuite de l'oppression.

Le régime d'Israël ne saurait tolérer l'organisation politique en commun de Juifs et d'Arabes et il met tout en œuvre — depuis les services de sécurité jusqu'aux tribunaux — pour détruire toute activité de ce type.

Nous n'avons pas la moindre confiance dans les informations répandues par la police et les services de sécurité. Elles ont pour but de créer un climat de pogromes. Différentes accusations ont déjà été avancées dans cet esprit, et dans certains cas les « accusés » ont déjà été libérés.

Nous savons qu'un grand nombre d'emprisonnés ont été sauvagement torturés dans le cours de l'enquête, dans la meilleure tradition de telles méthodes. Des menaces ont été proférées, selon lesquelles certains « accusés » devraient comparaître devant des tribunaux militaires à huis clos, en vertu des décrets d'un genre sur la défense de 1945.

Hier on a prétendu que les travailleurs grévistes étaient des « saboteurs » et « mettaient en danger la sécurité de l'Etat ». Aujourd'hui, on frappe les organisations politiques et on proclame qu'elles sont « ennemies ». Demain, on détruira les conseils ouvriers (1) en prétendant « qu'ils menacent l'unité nationale ». On attaque les droits des organisations politiques et, simultanément, on prépare des lois qui permettront d'envoyer en prison les travailleurs grévistes.

Halte à la répression !!

Hier on a déclaré que les villages de Ikrit et Bir'am sont « zones interdites ». Demain on interdira les manifestations contre les « excès » et les organisations de toutes espèces dans les quartiers et les écoles.

Halte à la répression !

Empêchons qu'aucune organisation soit mise hors-la-loi.

Halte à la répression !

Combatez pour le droit démocratique de chacun de s'organiser selon ses opinions et sa conscience.

Nous appelons les organisations et les individus à contresigner cet appel.

Groupe Avant-Garde
Organisation socialiste israélienne (Matzpen-marxiste)
Organisation communiste israélienne (Matzpen)
Alliance socialiste révolutionnaire (« Combat »)
Union des Etudiants arabes, Université hébraïque, Jérusalem.

(1) En Israël, les « conseils ouvriers » sont les sections syndicales de base au moyen desquelles les travailleurs affirment leur indépendance de classe (NDLR).

400 à grenoble contre la répression en europe de l'est

Le silence qui, depuis quelques mois, tend à retomber sur la répression qui frappe par milliers en URSS et en Tchécoslovaquie, militants et travailleurs affirmant leurs convictions socialistes, a été rompu une fois de plus. Samedi 27 janvier s'est en effet tenu à Grenoble un rassemblement de 400 travailleurs, militants ouvriers de toutes tendances (dont certains membres du PS et du PCF), de démocrates, à l'initiative du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est. Cette force unitaire a décidé de constituer un Comité à Grenoble et d'agir sans relâche, comme partout ailleurs, pour empêcher la répétition des procès de Moscou et sauver nos camarades emprisonnés à Moscou, à Prague, à Belgrade.

Tel était le centre de l'intervention du camarade Alain Chailier, président du Comité national, à ce rassemblement, concluant qu'après les nombreuses prises de positions des organisations ouvrières, le moment était venu d'aller plus loin dans la voie de la constitution de la Commission ouvrière d'enquête.

Pierre Nestoréno, parlant au nom de l'UNEF montra comment les luttes de la jeunesse, tent à l'Est qu'à l'Ouest de l'Europe s'intègrent à celles des travailleurs pour le socialisme.

Pierre Broué, au nom de l'OCI relata longuement quelle était la nature du combat des communistes persécutés. Yakir et Grigorenko. Les informations qui filtrent aujourd'hui de Moscou et selon lesquelles Yakir emprisonné désavouerait le combat de l'opposition communiste à la bureaucratie démontrent que « ce n'est pas le vrai Yakir qui parle ainsi »

et doivent inciter tous les travailleurs et militants à redoubler d'efforts pour sauver ce champion de la lutte pour les droits démocratiques.

Me Yves Dechezelles, avocat à la Cour, attaché à la cause du communisme, insista sur la force du mouvement qui s'organise aujourd'hui contre la répression en Europe de l'Est.

Après que le camarade Leguey soit intervenu au nom du Comité contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux. Pierre Roy, responsable de l'OCI à Saint-Etienne, parla du long combat de l'opposition communiste en URSS. Enfin, Edith Aberdam prit la parole comme membre du Comité de soutien aux Juifs d'URSS pour insister sur la revendication du droit au rationalisme juif dans ce pays. Alain Chailier devait répondre que le Comité situe son combat sur le terrain de la défense des libertés démocratiques, qu'il fait sien tous les combats, y compris celui des citoyens soviétiques juifs qui, comme Yakir, Litvinov, Gainsbourg et Daniel l'Identifiant à celui qu'ils mènent pour la défense du socialisme.

Le message de Pierre Daix qu'on lira ci-dessous, montre une fois encore combien il est nécessaire et possible que tous les militants attachés au socialisme dans ce pays, qu'ils soient membres de l'OCI, de l'Alliance ouvrière, du PS ou du PCF agissent ensemble contre ceux qui bafouent le socialisme en son nom.

Dans cette mesure, le rassemblement de Grenoble doit permettre à tous les travailleurs, militants et démocrates qui ont combattu et qui ont libéré L. Pachman au mai 1972 d'intensifier la lutte qui ne cessera pas un seul instant.

LA DEFENSE DES EMPRISONNES POLITIQUES SOVIETIQUES EST INDISPENSABLE AU COMBAT POUR LE SOCIALISME EN FRANCE

J'appartiens à une génération de communistes qui a cru que le combat pour le socialisme se confondait avec la défense, en toutes circonstances, de la politique de l'Union soviétique. Nous avons ainsi partagé ces répressions. L'expérience nous a montré que nous n'avons pas fait avancer la cause du socialisme d'un pas, ni en France, ni dans le monde, en nous comportant de la sorte. Au contraire, nous avons aidé à des divisions, des scissions du mouvement démocratique, contribué à désorienter l'esprit critique, à empêcher la liberté d'examen, bref à affaiblir les traditions révolutionnaires du peuple français.

Il n'y a pas à choisir entre la dénonciation de l'iniquité commise par le socialisme et celle de l'iniquité commise par le capitalisme, parce que l'iniquité est naturelle au capitalisme, tandis qu'elle est destructrice du socialisme.

Le combat contre l'iniquité dans les pays qui se réclament du socialisme donne au combat contre l'iniquité du capitalisme son ampleur véritable, la garantie qu'il ne s'agit pas de changer le système d'aliénation, mais bien de changer la vie.

Défendre les emprisonnés politiques soviétiques, qu'ils soient dans des camps, dans des prisons, dans des hôpitaux psychiatriques, défendre les victimes de la répression en Tchécoslovaquie occupée, c'est affirmer que le socialisme doit réaliser enfin dans la pratique les droits de l'homme et du citoyen, et que toute amputation de ces droits le disqualifie. Cela me paraît indispensable au combat pour le socialisme en France, et c'est pourquoi je tiens à saluer votre initiative.

Pierre DAIX,
Rédacteur en chef des Lettres Françaises
jusqu'à leur disparition.

hassan II dissout l'u.n.e.m.

La monarchie marocaine aux abois a décidé de passer à l'offensive contre la jeunesse et les enseignants. Alors que l'Université de Rabat est pratiquement en grève illimitée depuis deux mois (l'an dernier, c'est la moitié de l'année que la masse des étudiants et des lycéens s'est dressée contre le régime), Hassan II vient de dissoudre l'Union Nationale des Etudiants Marocains (UNEM) qui rassemble depuis des années l'immense majorité des étudiants.

En même temps, inquiet de l'opposition de plus en plus vive des intellectuels à la monarchie dont chacun sait que les jours sont désormais comptés au Maroc, il ordonne la « révocation de tout enseignant en grève, de quelque degré qu'il soit ».

Ces mesures sont d'une extrême gravité. La caste des féodaux au pouvoir, alliée à la grande bourgeoisie, instrument direct de la domination de l'impérialisme sur le Maroc, sait que, pour se maintenir et face à l'explosion inévitable, il lui faut briser toute organisation indépendante. Aujourd'hui, ce sont les organisations des étudiants et des enseignants, demain, il s'agira de briser la puissance centrale ouvrière, l'Union Marocaine du Travail (UMT).

Immédiatement, tous les étudiants marocains, avec leurs professeurs, sont entrés en grève illimitée. L'UMT proteste contre la dissolution de l'UNEM que le gouvernement justifie par le meurtre d'un policier visiblement exécuté par un agent provocateur à ses ordres.

Il ne fait pas de doute que l'épreuve de force qui s'est engagée à Rabat est aujourd'hui d'une importance décisive pour les forces qui combattent la monarchie, c'est-à-dire principalement le mouvement ouvrier organisé sur lequel la jeunesse s'appuie dans son combat pour les libertés démocratiques et ses revendications.

C'est l'UMT qui détient la clé de l'issue du combat en cours entre le gouvernement, les enseignants et les étudiants. Si ces derniers étaient laissés isolés, alors une nouvelle épreuve de force entre la monarchie et l'UMT serait à court terme inévitable.

Il ne se passe d'ailleurs pas un jour depuis deux mois sans que les forces de police déchaînées ne pourchassent, emprisonnent et torturent les étudiants en lutte. En même temps, les prisons marocaines regorgent de prisonniers politiques de toutes tendances, soumis à des conditions terribles de détention.

L'UNEF a répondu le 25 janvier à l'appel de la section de Paris de l'UNEM. L'UNEF « s'adresse aux Unions étudiantes de tous les pays, l'UIE, à toutes les organisations du mouvement ouvrier français et international pour l'annulation de la dissolution de l'UNEM, pour la libération de tous les emprisonnés ».

Les milliers d'emprisonnés politiques au Maroc, la jeunesse engagée dans un combat décisif ne sont pas seuls. Leur propre classe ouvrière, au communisme organisée à déjà plusieurs reprises, s'efforce de faire reculer le mouvement sanglant de Rabat. De grands combats s'annoncent au Maroc.

Interview de trois militants du parti socialiste d'Eure-et-Loir

L'interview que nous publions de trois militants du Parti socialiste, Jean-Claude TANAFF, secrétaire fédéral du Parti socialiste d'Eure-et-Loir, Robert HUVARD, maire de Nogent-le-Rotrou, conseiller général, candidat socialiste, et Pierre BOILEAU, secrétaire du Parti socialiste de Chartres, est intéressante à plus d'un titre. Pour ce qui concerne l'union de la gauche et le programme commun, ces trois militants, comme on le verra, partagent la position de leur Parti.

Nous estimons important de livrer à la réflexion des militants quelques-uns des problèmes que soulève, en particulier, l'investiture accordée par la direction du Parti socialiste au « radical de gauche » Philippe Lamirault, contre l'avis de la fédération départementale. Ce faisant, signalons, comme le font les trois camarades interviewés, que l'affaire portée « sur la place publique » est devenue une question ouverte à la discussion de tout le mouvement ouvrier.

Question : Nous avons appris, dans la presse, la dissolution de la Fédération d'Eure-et-Loir et votre exclusion. J.C. Tanaff et R. Huvard, François Mitterrand a déclaré qu'il s'agissait d'affaires internes au Parti Socialiste, ne regardant que lui.

J.C. Tanaff : Effectivement, il s'agit là d'une affaire interne au Parti Socialiste. Si elle a été portée sur la place publique c'est par Mitterrand qui est venu à Chartres ; on peut donc s'expliquer.

Le problème remonte à la désignation des candidats pour les prochaines élections législatives. Nous avions mis en place, au sein du PS, un processus démocratique de désignation. Au printemps 1973, nous avions fait appel aux candidatures. Les différentes candidatures ont été recueillies dans chaque circonscription, tous les militants de base se prononçant. C'est ainsi que le camarade P. Huvard a été désigné à l'unanimité par les militants de la circonscription ; le choix de la base a été également ratifié à l'unanimité par le congrès fédéral convoqué avant les vacances.

Ensuite, bien sûr, il y a eu l'accord entre le PS et les radicaux de gauche, précisant qu'il n'y aurait que des candidatures uniques entre les radicaux de gauche et le PS. Cet accord, on le sait, a été rédigé au niveau national et c'est à ce niveau que l'on a voulu nous imposer la candidature de Philippe Lamirault, radical de gauche, sans que la Fédération d'Eure-et-Loir du Parti Socialiste ait été consultée. Nous avons maintenu notre position ; pour le moins, nous aurions voulu être informés de la candidature de Lamirault, que celui-ci prenne contact avec nous sur le plan local, qu'il nous présente ses positions politiques !

Il n'en a rien été. De fait, il n'y a pas eu de discussion, nous n'avons jamais rencontré Philippe Lamirault. Il n'est jamais venu voir la Fédération d'Eure-et-Loir. Tout cela a été réglé en dehors de nous sur le plan national. Nous avons estimé devoir maintenir notre position, jugeant que nous étions dans notre droit ; la procédure démocratique ayant été respectée, nous avons maintenu notre candidature socialiste à Nogent-le-Rotrou. La direction nationale a, en conséquence, exclu R. Huvard, candidat, et moi-même, secrétaire fédéral. La Fédération, avec un pourcentage de plus de 95 %, les militants socialistes dûment informés, a confirmé son choix. Quelques camarades seulement ont décidé de suivre les directives nationales.

Question : Comment expliquez-vous l'investiture accordée à Lamirault et les réactions des militants du PS ?

Pierre Boileau : Je voudrais indiquer que l'exclusion n'est pas une exclusion au sens où les statuts du Parti le précisent. Mes camarades J.C. Tanaff et R. Huvard ont reçu un télégramme leur signifiant qu'ils étaient placés, eux-mêmes, hors du Parti. J'estime, et tous les militants du PS l'estiment avec moi, que seule la Commission nationale des conflits a le pouvoir de se prononcer. Ce n'est donc pas une exclusion statutaire, mais c'est tout de même une exclusion déguisée.

R. Huvard n'est pas un nouveau venu : 36 ans de Parti. Il faut également le dire : Nogent-le-Rotrou, capitale du Perche, si vous voulez un pays un peu réactionnaire, était dirigé par des municipalités conservatrices, UNR en dernier lieu. Le camarade Huvard a réussi, à force de travail, à implanter le Parti dans la région de Nogent-le-Rotrou et à conquérir, pour le Parti Socialiste, la mairie. Dans ces régions difficiles, ce n'est pas commode. Il faut bien des efforts, beaucoup de persuasion. Il a conquis également pour le Parti le siège de conseiller général dans une région rurale.

Je veux dire encore une chose, l'union de la gauche, le camarade Huvard n'y a pas attendu Mitterrand pour la faire. Il l'avait réalisée bien avant, car c'est justement grâce à l'union de la gauche avec le Parti Communiste que la mairie de Nogent-le-Rotrou et le siège de conseiller général ont été conquis. Huvard a

fait ses preuves et on aurait voulu, en vertu d'accords passés à l'échelon national, sans même que les Fédérations et sections aient eu à en débattre, que nous abandonnions.

Je souligne que l'accord entre le parti radical et le parti socialiste n'a pas été discuté dans les sections. Il a été porté à la connaissance des délégués à la Convention de juillet 1972. Et maintenant on nous dit :

« Vous avez voté à la Convention du 9 juillet qu'une quarantaine de sièges seraient réservés aux radicaux de gauche ».

Bien sûr, cela était consigné dans la motion générale soumise au vote de la Convention. Mais s'il avait fallu voter point par point, il est bien évident que nous aurions dit :

« Mais enfin, on n'a pas discuté à la base sur cet accord. Il n'est pas vrai que dans le Parti Socialiste, depuis qu'il existe, on impose des choses sans que les militants de base aient eu à les connaître. Or cela a été le cas. On nous a appris qu'on avait réservé la 3^e circonscription d'Eure-et-Loir pour un candidat du parti radical, en prétendant qu'il s'agissait de la plus mauvaise circonscription du département. Or, si l'on s'était donné la peine de demander leur avis aux militants de la Fédération d'Eure-et-Loir, ils auraient été quasi unanimes à déclarer que c'était la meilleure des circonscriptions, la où le candidat PS peut avoir une chance. Et cela grâce au travail de R. Huvard. Et contre notre camarade R. Huvard qui se bat depuis longtemps pour implanter le parti dans la région, on veut nous imposer un candidat dont on connaît le passé, dont on connaît les fluctuations politiques ».

Tenez-vous bien, Philippe Lamirault a fait partie des sept personnalités qui ont accueilli JJ-SS à Chartres. Il est toujours inscrit au Parti radical d'Eure-et-Loir, qui soutient les candidats réformateurs. Sa candidature nous a été imposée parce que Lamirault, au plan national, a pas mal de relations. Il s'est fait bombarder par Maurice Faure et Fabre radical de gauche pour qu'en lui donne la 3^e circonscription.

J'apporte, pour terminer, ces précisions : Lamirault, au plan local, appartient au Parti radical qui est présidé par un ancien député radical, Edmond Desouché, lequel a assisté Lamirault dans la première réunion qu'il a faite il y a quelques semaines, Edmond Desouché a déclaré qu'il apportait à Lamirault son soutien et son amitié. C'est son droit. Mais où l'affaire se corse, c'est lorsqu'on voit le même Edmond Desouché président du Parti radical socialiste, soutien dans la première circonscription, celle de Chartres, un candidat du Parti radical, bien sûr, mais qui a reçu l'investiture des réformateurs !

Dans la 3^e circonscription, E. Desouché soutient, contre un candidat socialiste, un candidat radical qui se présente comme traditionnel, ni réformateur, ni UGSD ! Alors, vous voyez dans quel imbroglio nous sommes parce que tous ces gens-là appartiennent toujours au Parti radical ; la manœuvre est claire, on voit se dessiner ; il va y avoir un candidat radical dans deux circonscriptions contre un candidat socialiste et dans la 3^e circonscription, on veut éliminer le candidat socialiste au profit de Lamirault. Là est le problème. Après le 11 mars, tous ces gens-là vont dire : « On lui a joué un bon tour au Parti Socialiste ». Cela, nous ne l'admettons pas.

R. Huvard : Je voudrais ajouter un mot, lorsque Lamirault, soutenu à l'heure actuelle par le PS a été investi. Il l'a été le 11 juin par le comité de base du Parti radical. A l'époque il n'était pas « radical de gauche », mais radical tout court, c'est-à-dire du parti dirigé par Servan-Schreiber. Il n'est devenu « radical de gauche » qu'après. Vous voyez qu'il y a de quoi débouter tous

ceux qui espèrent que la politique c'est tout ce même autre chose.

Incontestablement, il est bien évident que, personnellement, si le Parti Socialiste avait demandé à la Fédération d'Eure-et-Loir de soutenir un candidat radical de gauche, qui soit vraiment un homme de gauche, je me serais bien volontiers retiré. Je crois que la Fédération également n'aurait demandé de faire ce geste-là. Mais je crois que ce n'est pas soutenir le Parti Socialiste et le socialisme que de donner une investiture à quelqu'un qui sur le plan du socialisme ne le mérite pas. Absolument pas. Cela s'appelle faire de l'electoralisme, n'est-ce pas ?

A mon avis, à très court terme, je crains fort que ces radicaux de gauche s'ils sont élus, retourneront au Parti radical traditionnel, parce qu'ils représentent ce que le socialisme ne veut pas. C'est pourquoi la Fédération d'Eure-et-Loir m'a demandé de maintenir ma candidature et je crois bien qu'en définitive cela se terminera par l'élection d'un député socialiste dans la 3^e circonscription. Je pense d'ailleurs qu'à ce moment le Parti Socialiste, qui m'a mis en état d'exclusion, me réintégrera.

En ce qui nous concerne, tous les militants du Parti Socialiste d'Eure-et-Loir, il n'est pas question de mettre en cause l'unité du Parti Socialiste. S'il est exact que la coupure s'est faite, elle s'est faite de la façon suivante : quelques militants, après avoir voté comme l'ensemble de la Fédération, ont changé d'avis pour des motifs qui les regardent, mais 95 %, 96 % des militants d'Eure-et-Loir se considèrent socialistes, autant, sinon plus que beaucoup des socialistes qui les ont désignés. C'est ce que j'ai fait comprendre à F. Mitterrand qui est venu à Nogent-le-Rotrou pour soutenir la candidature de P. Lamirault.

Pierre Boileau : Ce qui m'a surpris à cette réunion de Nogent-le-Rotrou où F. Mitterrand était présent : il y avait bien 1200 personnes dans la salle et bien 500 qui n'ont pu entrer. François Mitterrand était venu pour « renverser » la salle. Il voulait montrer que des gens viendraient parler pour soutenir Lamirault, la salle l'approuverait. Mais c'est le contraire qui est arrivé : c'est ainsi que les ouvriers de l'usine de Nogent-le-Rotrou, la SOFICA, présents en rangs serrés et compacts, sont restés de glace lorsque Mitterrand est arrivé. F. Mitterrand a dit et suite sent, parce qu'il a l'habitude, qu'il y avait quelque chose qui ne collait pas.

Il l'a compris par la suite mieux encore quand il a vu l'unanimité qui se dégageait de cette salle. C'était vraiment quelque chose d'exceptionnel. Il n'a rien vu dans ma vie politique qui est déjà longue. C'était vraiment sincère, les gens du peuple, pas des bourgeois, qui étaient là, « adhérents » avec le socialiste Huvard, leur maire et conseiller général.

Question : Pouvez-vous expliquer à nos lecteurs comment cette réunion s'est déroulée ?

R. Huvard : Lamirault voyait bien qu'à Nogent-le-Rotrou on ne le suivait pas. Alors il s'est dit : « F. Mitterrand, premier secrétaire du PS, va expliquer la situation, il dira il faut soutenir Lamirault et on le suivra ».

Cela n'a pas tourné ainsi. Mitterrand est arrivé en retard. D'habitude, quand Mitterrand entre dans un meeting, l'orateur s'arrête de parler et des applaudissements nourris fusent. Au meeting de Nogent il n'y eut presque pas d'applaudissements à son entrée dans la salle, qui est restée froide. Lamirault parlait. Il a poursuivi ses discours, interrompu par des questions qui lui étaient posées. Pas d'applaudissements également, c'était plutôt contre Lamirault.

Mitterrand a pris ensuite la parole. Il a tout de suite compris et a voulu placer le sujet sur une question de personnes : l'unité d'abord, les principes d'abord, les questions de personnes nous n'en voulons pas. Un candidat a été désigné, ce candidat est celui du PS, l'autre, c'est un candidat de la division ». C'est alors que la salle a réagi lorsqu'elle a entendu Mitterrand dire que Huvard était une candidature de division. D'habitude, Mitterrand, dans un discours, développe généralement le programme et la politique. Là, il a parlé assez rapidement et on est passé aux questions.

Des camarades sont montés à la tribune et aussi des électeurs qui ne sont pas membres du PS. Tous disaient : « on ne comprend pas. Le PS d'Eure-et-Loir désigne un candidat et vous, à Paris, vous en présentez un autre qui n'est pas socialiste ». Ils demandaient des explications. Mitterrand a répondu

qu'il « c'était l'intérêt national qui comptait qu'il fallait un candidat unique, le meilleur ». Cela n'a convaincu personne. La salle n'écoutait pas Mitterrand. Il a fallu que je prenne la parole pour dire : « Faites silence, laissez parler les orateurs ». Quand je suis monté à la tribune pour intervenir, il n'y eut aucune interruption, tout le monde a écouté et F. Mitterrand a cessé de parler le début sur une question de personnes. Il a dû changer d'avis.

Question : Qu'a répondu Mitterrand ?

R. Huvard : Il était ennuyé pour répondre. C'est difficile de donner une leçon de socialisme à un socialiste qui a été socialiste avant de Mitterrand. Ce que je voulais, maire de Nogent-le-Rotrou, c'est que F. Mitterrand développe lui-même ses thèmes, de même que Lamirault. J'estime qu'ils ont pu parler normalement. F. Mitterrand a pu se rendre compte que les socialistes de Nogent-le-Rotrou et tous les électeurs qui étaient venus l'écouter n'ont pas compris la décision prise sur le plan national. Je l'ai d'ailleurs dit à F. Mitterrand en rappelant que la Fédération n'avait pas été entendue, qu'à chaque fois que le Bureau fédéral a demandé des explications — et c'est ce qui est le plus grave — on nous a ignorés ! En septembre, un militant du Bureau national est venu nous dire qu'il n'y avait rien de fait, que le 10 octobre une réunion déciderait de l'investiture. Le lendemain où cette information nous était donnée, une lettre parvenait apprenant que Lamirault était investi par le PS. Je pense que ces méthodes n'ont rien à voir avec la démocratie. Je crois que ce n'est pas ainsi que l'on doit régler les problèmes et j'ai confirmé publiquement à F. Mitterrand que le PS en Eure-et-Loir n'était pas divisé, que nous continuerions à être au PS. Et moi le premier.

Mitterrand, au cours de la réunion, a tenté de faire des rapprochements avec ceux qui ont quitté le parti pour avoir l'investiture des réformateurs. On a fait courir le bruit que nous allions faire alliance avec les réformateurs contre le Parti Socialiste. Nous ne tenions pas nos idées. Nous sommes socialistes, pour le moment on nous a placés hors du parti mais cela n'est qu'une péripétie, nous espérons qu'elle passera. Nous avons signé le Programme Commun bien avant Lamirault. Nous l'avons discuté dans les sections. Nous l'avons voté, bien avant que Lamirault sache qu'il allait venir à l'union de la gauche, les radicaux de gauche à ce moment ne savaient pas où ils étaient. Nous restons des défenseurs du Programme Commun et c'est sur ce programme que nous ferons les élections.

Il n'est pas question de faire alliance avec les réformateurs. Pour nous, l'adversaire principal, c'est toujours la droite. Nous espérons avoir un accord de gouvernement avec le PCP. Lamirault est là s'il défend la gauche, il faut espérer qu'il respectera ses engagements à gauche. Le réformateur, l'indépendant paysan et le candidat de droite sont l'adversaire pour nous, c'est la droite, c'est clair. En aucun cas nous ne ferons alliance avec la droite. Il faut le dire parce qu'on fait courir de faux bruits. Je n'ai jamais figuré sur une liste avec la droite. La droite a été battue à Nogent-le-Rotrou, s'il avait fallu attendre 10 ans de plus, j'aurais attendu 10 ans de plus pour battre la droite, jamais je ne me serais frotté avec une liste de droite, ou dans une combinaison avec les radicaux de droite. J'ai toujours été persuadé que la seule façon de battre la droite dans ce pays, c'est l'union du PS et du PCF. Là-dessus, je n'ai de leçons à recevoir de personne. Mitterrand, après tout, est un militant du PS comme les autres.

Une chose est pour moi claire, ce qu'il faut considérer le plus chez un militant d'un parti politique, c'est sa position, s'il n'a pas changé, son honnêteté politique. Cela est important. Je suis candidat socialiste, investi par la Fédération d'Eure-et-Loir. Je vais donc faire la campagne électorale pour tenter de gagner le siège au Parti Socialiste sur le Programme Commun. Il appartient aux ouvriers et à tous ceux qui voudraient la victoire de la gauche de faire le choix. Il n'y aura ni deux hommes de gauche, le candidat au PCF et le représentant du Parti Socialiste.

Les électeurs jugeront l'attitude de ceux qui ont obtenu, je ne sais par quel moyen, une investiture au nom du Programme Commun, alors que, lorsqu'ils sont interviewés par des journalistes, ils expliquent que, après tout, le programme de JJ-SS n'est pas tellement loin du Programme Commun. C'est là se moquer du monde. Mais après tout, c'est bien normal puisque Lamirault est radical. J'aurais parfaitement compris que Lamirault soit candidat du parti radical. Ce n'est pas la première fois, particulièrement dans ce département, que les socialistes présentent un candidat, les radicaux un candidat et les communistes un autre. Au deuxième tour l'objectif étant de battre la droite, tout le monde se regroupe. Dans le cas particulier, c'est complètement différent.

Il y a une division, c'est regrettable. Elle n'est pas de notre fait.

P. Lamirault, en se faisant soutenir par F. Mitterrand, vient de faire une union à Nogent-le-Rotrou dont je suis le maire, élu avec 78 % des suffrages. Nogent est une ville qui est véritablement « union de la gauche » avec des communistes, des socialistes, et des conseillers qui n'appartiennent à aucun parti mais qui sont des publicains dans le bon sens du terme, ne s'étant jamais frottés avec la droite. Je compte en disant cette circonscription est devenue un boulevard pour le Parti Socialiste où nous sommes mieux fréquentés, je ne fréquente pas les salons.